



La chasteté à travers les âges

Cahier Lectures, page B1



3



3

Cahier Sports, page S3

ÉPISODE 9 DOSSIER TERRORISME

TERRORISME LE RÉSEAU MONTRÉAL

Une enquête d'ANDRÉ NOËL

Suite d'un passionnant récit. page A6

Le hockey et l'hiver comme thérapie



JOONFEEQ KHAN envoyé spécial EN RUSSIE

Dix heures samedi matin. Le temps s'est adouci à -4 degrés et le ciel s'est pas mal dégagé. Des jeunes arrivent, souvent accompagnés d'un parent, et chargés de gros sacs sport, bâtons de hockey en main, patins sur l'épaule, à l'aréna située entre les immeubles d'appartements d'un quartier du nord de Moscou.

« C'est ici qu'on organise depuis trois ans nos tournois internationaux pour les jeunes », dit Vera Terekhova, de la Société des Amis du Canada que préside l'ancien gardien étoile de hockey Vladyslav Tretiak. Le tournoi, qui a lieu au printemps et à l'automne, s'appelle la Coupe Tretiak.

Des posters de Heaton, Bauer, Koho montrant en action Martin Brodeur, Patrick Roy, Khabibulin ornent les murs de la petite cafétéria qui occupe le hall d'entrée. « L'aréna a trois ans. Elle est gérée par la ville de Moscou. Il y en a maintenant dans presque tous les quartiers », explique Mme Terekhova, qui m'a surpris en m'apprenant que c'est elle qui avait coordonné il y a une dizaine d'années un échange d'étudiantes avec Montréal impliquant ma fille.

« Il y a de l'activité ici 24 heures sur 24 », dit l'entraîneur chef Sergueï Ogorodniko, qui dirigeait une équipe de jeunes hockeyeurs en visite au Québec en 1995-96.

« On a quelque 400 jeunes du quartier, âgés de cinq à 17 ans. Ils s'entraînent chaque matin de 6 h 30 à 8 h, avant d'aller à l'école. Les plus jeunes occupent ensuite la glace, et les patineuses artistiques

Voir HOCKEY en A2



Un garde de sécurité frappe des réfugiés à coups de branche pour maintenir l'ordre dans un centre de distribution de vivres du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU à Kaboul. Le PAM a commencé hier dans la capitale afghane à remettre à chaque famille un sac de blé de 50 kilos, soit une ration suffisante pour un mois. Des millions d'Afghans attendent cette aide pour assurer leur subsistance.

L'aide alimentaire distribuée à coups de trique



GILLES PAQUIN envoyé spécial À KABOUL

LA DISTRIBUTION de l'aide alimentaire des Nations unies a été suspendue dans certains quartiers de Kaboul, hier, après que des agents de sécurité eurent tiré des coups de sommation et frappé des femmes à coups de bâton pour tenter de mettre fin à de violents mouvements de foule.

Les agents ont joué de la cravache et même donné des coups de crosse de fusil sans ménagement alors que les gens se bousculaient pour approcher des camions de blé. Des femmes et des enfants criaient et pleuraient alors

qu'ils étaient emportés par la mêlée.

Les cris de la foule déchaînée couvraient les appels au calme des responsables de l'opération, des organisations humanitaires locales, en collaboration avec le programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU.

Des milliers de personnes avaient commencé à faire la queue à partir de trois heures du matin, soit dès la levée du couvre-feu, pour recevoir un sac de blé de 50 kilos par famille. Une ration suffisante pour un mois, estime le PAM.

« La distribution a été interrompue au début de l'après-midi, parce que les gens ne pouvaient plus avancer jusqu'à nous pour prendre livraison de leur blé », a déclaré Sayed Rasool Mangal, un porte-parole du PAM, en voyant ce qui se passait au poste de Shahreno Park.

Selon lui, il y avait beaucoup trop de

Voir AIDE en A4

Ben Laden et le mollah Omar restent introuvables

d'après l'Agence France-Presse

KABOUL - Des bombardiers géants américains B-52 ont pilonné hier une zone montagneuse de l'est de l'Afghanistan où est censé se cacher Oussama ben Laden, cible de tous les efforts des États-Unis après l'écroulement des talibans.

La neutralisation de ben Laden est un impératif pour Washington, mais le président George W. Bush a averti que l'effort ne s'arrêterait pas avec l'élimination « d'un terroriste ou d'un groupe terroriste ».

« Le terrorisme (...) est une idéologie qui ne connaît ni frontière, ni nationalité, ni morale », a-t-il déclaré. « Les terroristes sont les héritiers du fascisme : Ils doivent être vaincus », a assuré le président Bush.

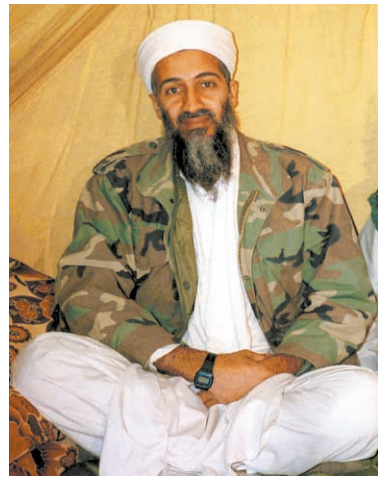
Une très grande majorité d'Américains, 88 %, continuent d'approuver la campagne militaire en Afghanistan, un chiffre resté à peu près stable depuis le début des opérations le 7 octobre.

Celui qui a protégé ben Laden pendant cinq ans, le chef des talibans, le mollah Mohammad Omar, a lui aussi disparu mais, selon une faction locale, il serait en sûreté dans les environs de Kandahar, dans le sud du pays.

Les États-Unis et le Pakistan font tout pour éviter que ces deux hommes parviennent à traverser la frontière particulièrement poreuse entre l'Afghanistan et les provinces pachtones de l'ouest du Pakistan.

Dans le même temps la situation reste encore incertaine à Kandahar, dont les talibans ont perdu le contrôle vendredi.

Les talibans ont rendu leurs armes et transféré leur administration au mollah Naqibullah, ancien chef moudjahidine et ex-commandant du 2^e corps d'armée



Oussama ben Laden

Voir INTROUVABLES en A4

Nos correspondants spéciaux, des analyses et les dernières nouvelles du front à: www.cyberpresse.ca/monde

Le bikini et la burqa



RICHARD HÉTU collaboration spéciale LA PRESSE À NEW YORK

C'est fou tout ce que l'on peut voir dans le monde depuis le 11 septembre. Aux États-Unis, par exemple, deux féministes ont vu dans la burqa, la robe-prison des Afghanes, l'équivalent du bikini, le vêtement qui dévoile toutes les formes des Occidentales.

« La loi talibane obligeait les femmes à se couvrir entièrement quand elles allaient sur la place pu-

blique, alors qu'une publicité récente de l'émission de télévision américaine Temptation Island 2 montrait des femmes presque nues », ont écrit l'historienne Joan Brumberg et l'activiste Jacquelyn Jackson dans le Boston Globe, le 27 novembre dernier.

« La burqa et le bikini représentent les extrêmes opposés du spectre politique, mais chacun d'eux peut agir comme un noeud coulissant sur la santé mentale et physique des filles et des femmes. »

En Occident, ont précisé Brumberg et Jackson, le bikini contribue à l'anorexie, au tabagisme, à l'alcoolisme et à la dépression. Admettons. Mais le bikini peut-il vraiment être comparé à la burqa ?

On n'en est pas à une exagération près. Après le 11 septembre, des voix se sont élevées pour met-

tre en garde contre les amalgames douteux, genre : l'islam et le terrorisme vont de pair. Mais on continue d'en entendre des vertes et des pas mûres.

Les États-Unis viennent d'atteindre un des objectifs qu'ils s'étaient fixés, soit l'élimination du régime des talibans. Faut-il s'en réjouir ? Pas vraiment, disent certains commentateurs, car cette victoire américaine n'aura pour effet que d'accroître le sentiment d'humiliation d'un milliard de musulmans.

Ce point de vue est évidemment discutable, car il suppose que tous les musulmans du monde pensent de la même façon, qu'ils sont tous irrémédiablement antiaméricains, même les millions qui vivent aux États-Unis, où ils pratiquent leur religion et jouissent d'un confort qui en font rêver plusieurs.

Il ne faut pas croire tout ce qu'on lit dans les journaux, mais le New York Times a publié l'autre jour une histoire intéressante sur la soif de liberté exprimée aujourd'hui par les jeunes Iraniens, qui n'ont connu que la loi des ayatollahs.

« Nous avons besoin de l'armée américaine, a déclaré un jeune homme interrogé par la journaliste du Times. Les Afghans sont très chanceux. »

Une jeune femme a pour sa part rêvé tout haut à un Iran où serait reconnu le principe de la séparation de la religion et de l'État.

Il ne faut pas croire tout ce qu'on lit dans les journaux. Le principe de la séparation de l'Église et de l'État est né en Occident et les

Voir BIKINI en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Table listing various news sections and their page numbers, such as Arts et spectacles B7-B9, Loteries A2, A8, etc.

MÉTÉO Voir page S16 Ensoleillé en après-midi Maximum 0, Minimum -5



6 21924 98765 1

Advertisement for Elizabeth Abbott's book 'Histoire universelle de la Chasteté et du Célibat'. The ad features the book cover, the author's name, and promotional text: 'Histoire universelle de la chasteté et du célibat. Une histoire fascinante racontée magistralement'. It also includes the FIDES logo.

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Une entrevue avec Patrice Godin

Après être tombé dans les bras de toutes les femmes dans *Virginie*, Patrice Godin nous prouve dans *Emma* qu'il peut aussi jouer les hommes beaux... et assagis. Les hommes d'une seule femme. « J'ai le goût d'incarner des êtres plus complexes », confie l'interprète de Théo dans *La Vie, la vie*.

À lire demain dans le cahier Arts et Spectacles

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Il y a 100 ans, Walt Disney... cyberpresse.ca/disney

> Les capsules linguistiques de Paul Roux cyberpresse.ca/paulroux

> Nos critiques de livres cyberpresse.ca/livres

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Terrorisme : le réseau Montréal

Demain : Le chef du réseau arrêté en Jordanie.



> Auto

Toyota Matrix : par ici les jeunes ! Demain dans la section Auto.



> Cinéma maison

K2, *Heure Limitée 2* et autres sorties vidéo de la semaine. Demain dans le cahier Arts et Spectacles.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres: 3-3-7

À quatre chiffres: 8-8-2-0

LOTO 6/49

02-03-04-18-28-43

Compl.: 15

Extra: 929634

SUITES DE LA UNE

HOCKEY

Suite de la page A1

Difficile de rebâtir la pureté de l'âme

LE MOSCOW TIMES publie une longue interview avec l'archiprêtre Dmitri Smirnov, arrière-petit-fils d'un prêtre qui fut arrêté et fusillé en 1938, et qui fut canonisé l'an dernier. Smirnov a créé l'une des plus importantes communautés orthodoxes en Russie, avec un réseau de paroisses qui administrent des écoles, envoient des volontaires travailler dans des hôpitaux, et agissent auprès des militaires et des policiers. D'autres communautés s'occupent de drogués, de sidéens et d'alcooliques. Il parle du défi de rebâtir l'Église orthodoxe après 70 années de communisme — manque de prêtres éduqués, attentes magiques des gens qui pensent que l'Église peut régler tous leurs problèmes comme par miracle. Les édifices sont plus faciles à rebâtir, comme la cathédrale du Christ le Sauveur, à Moscou, rasée par Staline en 1934 et convertie en une piscine chauffée par Krouchtchev, pouvant accueillir 20 000 baigneurs. Elle a été reconstruite par Eltsine, au coût de 250 millions de dollars, incluant son dôme en or. « Il est plus difficile de rebâtir la pureté de l'âme et de la foi », dit Smirnov. PARLANTE de piscine, Arkady Tcherkassov, canadologue de l'Académie des sciences et grand admirateur du Québec et de Montréal, est l'un des nombreux Moscovites qui regrettent la reconstruction de la cathédrale de Christ le Sauveur. « Je ne pense jamais y mettre les pieds, dit-il, alors que j'allais régulièrement à la piscine publique. » Il reste cependant les fameux bains russes, les banyas, saunas où l'on se flagelle avec des branches d'arbres divers, seul ou avec d'autres, avant de plonger dans l'eau glacée, et de boire et manger. À l'origine, le banya était le seul endroit où le Russe pouvait se laver. C'était donc une nécessité. Maintenant que le Russe peut se baigner chez lui, le banya est devenu un passe-temps, une évasion, un rituel social, et conserve tout son attrait mystique de purification et de renaissance. « Un jour au banya est un jour où le temps s'arrête », disent les Russes. En attendant les résultats des présidentielles en mars 2000, des journalistes demandèrent à Vladimir Poutine ce qu'il allait faire. « Je m'en vais au banya », a-t-il répondu.

MOSCOU est une métropole de quelque 10 millions d'habitants, avec une histoire qui remonte au moins jusqu'au 12^e siècle, un réseau de métro de plus de 150 stations qui transporte près de 8 millions de passagers par jour, sans oublier le tramway et les trolley-bus, des avenues et des boulevards larges avec d'amples trottoirs bien éloignés de la chaussée, mais avec un système de taxis invisible et sauvage. « Au temps des communistes, il y avait des taxis clairement identifiés, avec des taximètres qui marchaient », explique Vassily, qui a vécu deux ans à Montréal. « Tout cela s'est effondré en 1990. Pour prendre un taxi maintenant, il faut attendre au bord de la route, la main levée. Les Russes disent voter. Ce sont tous des privés qui font du taxi. Il faut alors négocier le prix ».

— JOONEED KHAN

aussi. Après l'école, c'est au tour des plus âgés. Le soir, ce sont les adultes et les parents. C'est comme ça tous les jours pendant l'hiver », explique Sergueï.

« Tretiak est en Amérique ces jours-ci, il a un contrat avec les Black Hawks de Chicago pour conseiller leur gardien de but, mais son petit-fils Maksim, qui a presque cinq ans, était ici ce matin à l'entraînement », ajoute-t-il.

Ogorodniko a lui-même été entraîneur de Sergueï Krivokrasov, repêché par Chicago en 1992 et qui joue maintenant avec les Mighty Ducks de Anaheim.

Moscou n'est pas Montréal. La vie y est plus dure. Les salaires sont dérisoires alors que le coût de la vie monte en flèche. L'équipement de hockey n'est pas à la portée des familles ordinaires, surtout pour les gardiens de but.

« La société aide les jeunes qui sont dans le besoin en leur fournissant des équipements », indique M^{me} Terekhova, qui était en route pour Chicago le 11 septembre quand les attentats ont eu lieu. « On nous a détournés sur Montréal et j'ai passé deux jours au Hilton de Dorval aux frais des lignes Aeroflot ! » raconte-t-elle en riant.

Dans cette aréna modeste et non chauffée, mais solide, ample, et dotée d'une Zamboni et d'une grande salle de gymnastique au sous-sol, on se croirait pourtant à Montréal. Des voitures vont et viennent dans le parking, d'autres joueurs arrivent à pied ou en trolley-bus selon un rituel bien intégré. Personne ne paraît stressé ou sous-alimenté.

Pas d'états d'âme ici sur le passé soviétique ou les aléas de la « transition ». Se-

lon de récents sondages d'ailleurs, la proportion des nostalgiques de l'URSS baisse avec le temps, passant à 54 % contre 65 % il y a deux ans. Les jeunes regardent encore plus résolument vers l'avenir.

« Mon rêve c'est de devenir professionnel et de jouer en Amérique », dit Nikolae Ivakhine, 13 ans, capitaine de l'équipe des Requins, dont il porte fièrement l'uniforme. « J'ai quatre séances d'entraînement par semaine et un match chaque fin de semaine », ajoute-t-il.

Son camarade Vitaly Zhitnik, 13 ans également, est moins mordu pour une carrière de hockeyeur. Il va à la même école que Nikolae, une école privée, mais il aime les études et ses notes sont bonnes. « Moi je n'ai pas de bonnes notes », avoue Nikolae, avec un timide sourire.

C'est bientôt l'heure du match. Joueurs et coach prennent congé. Les parents se massent sur la passerelle surplombant la patinoire. Sur le mur, tout autour, des annonces d'Aeroflot, de McDonald's et d'autres commanditaires de l'aréna et des tournois.

L'après-midi, le temps restant doux, c'est au fameux parc Gorki que les familles moscovites, et les jeunes couples, convergent, ou encore au parc Skolniki, immense espace de récréation dans le nord-est de la ville pour le ski de fond avec un équipement que l'on peut louer sur place.

Charmant Gorki Park, au sud du Kremlin sur le bord de la Moskva, où Martin Cruz-Smith a situé son roman du même nom, et où, en ce samedi ensoleillé, les Moscovites patinent sur fond de rock russe, les marchands de café et de chocolat font de bonnes affaires devant leurs

petits kiosques colorés, et les employés de la ville s'occupent à entretenir la glace.

Sur les terrains de jeux pour les tout-petits, des babouchkas (grand-mamans) s'affairent, laissant aux parents un après-midi libre — et profitant pour jouer avec leurs petits-enfants. « J'ai grandi dans Gorki Park, c'est ma cour », raconte Olga, 72 ans. « Je suis veuve et je vis dans mon petit appartement toute la semaine. C'est avec plaisir que j'attends le week-end, parce que je viens ici avec mes deux petits-enfants », explique-t-elle, les larmes aux yeux.

Mais pas d'états d'âme ici sur l'hiver non plus, qu'ailleurs l'on fuit en « migrant » vers le sud pour la saison. Les Russes prennent l'hiver et le froid, comme d'autres les plages des Antilles : ils en mangent. Par moins 20 degrés, des jeunes, mains et tête nues, boivent de la bière ou de la vodka dans la rue, ou bavardent en grignotant des sandwiches. Il y a bien sûr l'alcoolisme.

Les Russes adorent surtout se baigner l'hiver, nus le plus souvent, dans l'eau glacée des lacs et des rivières — comme ces « Ours polaires » qui, pour le Nouvel An, se jettent à l'eau à Halifax ou à Vancouver. Mais si au Canada ils font pittoresques et marginaux, en Russie ils s'y adonnent tous à coeur joie.

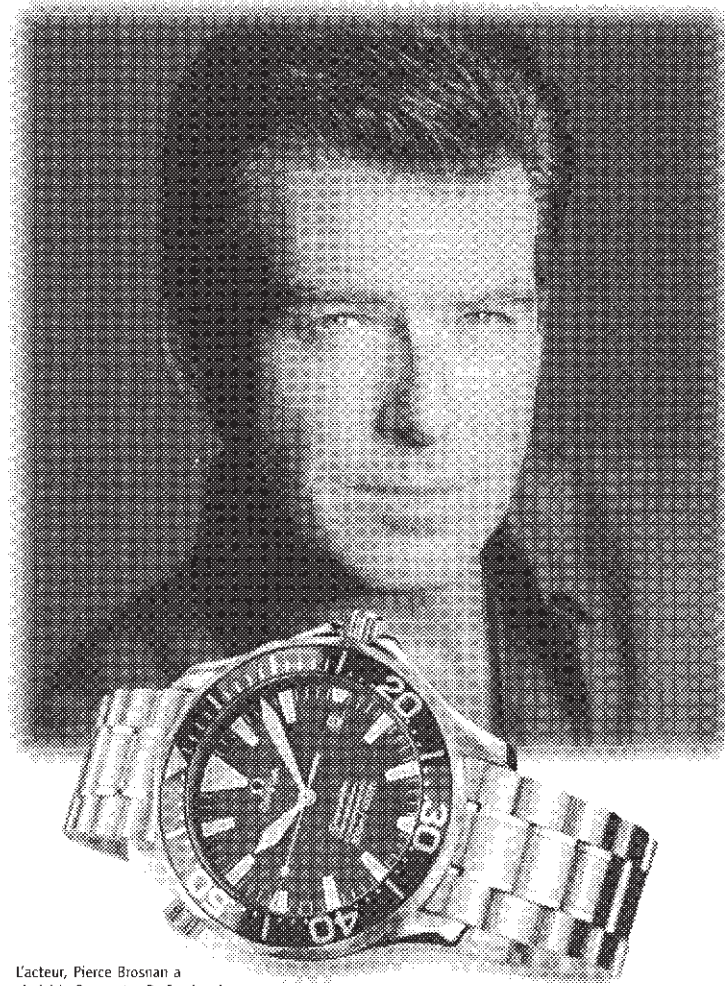
Comme cette dame de 72 ans, Lyudmila Tumasova, que l'on voyait hier dans un journal, de dos et en costume d'Ève, se jetant dans la Neva, à Saint-Pétersbourg, alors qu'un monsieur, bouclé contre l'hiver de la tête aux pieds, les mains gantées, venait de lui briser la glace avec une pelle à manche long.

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

Le choix de Pierce Brosnan



L'acteur, Pierce Brosnan a choisi la Seamaster Professional



www.omegawatches.com



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

2964105

L'APRÈS-TALIBANS

Les Marines à la recherche de terroristes

d'après AP et AFP

KABOUL— Armés des photos des terroristes recherchés par les États-Unis, les Marines américains écumaient hier soir les routes du sud de l'Afghanistan à la recherche de talibans et de dirigeants d'Al-Qaeda qui ont pu s'échapper de Kandahar lorsque les talibans ont fui leur dernier bastion.

La situation était encore tendue hier à Kandahar, où des groupes armés rivaux luttent pour reprendre le pouvoir abandonné par les talibans. Les pourparlers étaient en cours pour mettre en place une administration civile dans la ville et éviter une explosion des combats entre factions. Des talibans armés seraient toujours présents dans les rues

de Kandahar (sud de l'Afghanistan) en dépit de l'accord signé par la milice fondamentaliste sur la reddition de la ville, a rapporté hier un taliban dans la localité pakistanaise frontalière de Chaman.

« Il y a toujours des talibans arabes qui se déplacent en ville. Ils sont armés », a déclaré Hafiz Abdul Rub, arrivé hier de Kandahar.

« Personne ne contrôle la ville. Le mollah Naqibullah devrait exercer le contrôle, mais personne ne l'exerce (en réalité) », a ajouté Rub.

Les talibans avaient accepté de remettre l'autorité de la ville et de rendre leurs armes en vertu d'un accord passé jeudi entre la milice fondamentaliste et le chef désigné du futur gouvernement intérimaire de l'Afghanistan, le chef pachtoun royaliste Hamid Karzai.

Selon les termes de cet accord, les clés de la ville devaient être remises à un ancien commandant moudjahidine, le mollah Naqibullah, mais un ancien gouverneur de la province de Kandahar, Gul Agha, a dénoncé

cette partie de l'accord et veut récupérer son poste.

Après s'être emparé de l'aéroport de la ville jeudi soir, Gul Agha a repris possession vendredi de la résidence du gouverneur de la province de Kandahar, avait annoncé le chef local Abdul Khaliq. Alors que certains talibans se rendaient, des confrontations sporadiques entre clans pachtouns (ethnie dominante en Afghanistan) ont éclaté dans la ville, selon des informations concordantes.

Selon Rub, les troupes de Gul Agha sont établies à 16 kilomètres à l'ouest de la ville.

Un porte-parole de Hamid Karzai a pour sa part déclaré que le chef désigné du futur gouvernement afghan se trouvait toujours sur sa base de Shahwali Kot, à une quinzaine de kilomètres au nord de Kandahar, et qu'il n'envisageait pas de se rendre dans la ville pour l'immédiat.

La situation restait aussi très instable à Spin Boldak, du côté afghan de la frontière, non loin de Chaman.

Un responsable du poste-frontière pakistanaise a déclaré qu'il était trop dangereux de laisser des étrangers entrer en Afghanistan, parce qu'il n'était pas clair qui contrôlait Spin Boldak.

Les Américains survolent la Somalie

Les États-Unis ont par ailleurs déjà commencé des vols de surveillance au-dessus de la Somalie pour tenter d'y identifier des camps d'Al-Qaeda pouvant faire l'objet de prochaines frappes, a indiqué le journal dominical britannique *The Sunday Observer*.

Des avions de la US Navy ont conduit plusieurs missions au-dessus de deux camps près de la frontière kenyane en préparation de frappes aériennes, a rapporté le journal, citant des sources du Pentagone.

Des navires de guerre américains ont pris position au large de la capitale Mogadiscio, pour tenter d'intercepter Oussama ben Laden s'il tentait de s'y réfugier, et préparer les opérations de bombardement si elles se révèlent nécessaires, a ajouté le journal.

Le taliban américain aux mains des Marines

Agence France-Presse

CAMP RHINO, Afghanistan — Un Américain, qui combattait aux côtés des talibans et avait été fait prisonnier dans le nord de l'Afghanistan, est maintenant détenu sur la base américaine au sud de Kandahar, ont déclaré hier des officiers américains.

« John Walker est détenu ici pour sa propre sécurité et va être transféré aux autorités civiles américaines dès que possible », a déclaré le capitaine David Romley, un porte-parole des marines, aux journalistes présents sur la base.

Le capitaine Romley a refusé d'indiquer quand le jeune américain était arrivé sur la base américaine. Il n'a pas fourni d'autres détails et n'a pas voulu accéder aux demandes des journalistes de le rencontrer.

John Walker Lindh, 20 ans, a été remis à l'armée américaine dans le nord de l'Afghanistan après avoir émergé, le 1^{er} décembre d'une semaine de combats entre des prisonniers talibans et des combattants de l'Alliance du nord, dans la prison-forteresse de Qalae-Jangi, proche de Mazar-e-Sharif.

Des centaines de prisonniers et un agent de la CIA ont péri dans ces combats.

Les parents du jeune homme, Marilyn Walker et Frank Lindh, qui sont divorcés, ont fait savoir par un avocat qu'ils s'inquiétaient pour la santé de leur fils et voulaient lui rendre visite.

Des responsables américains ont indiqué ne pas savoir quel traitement réserver à M. Walker, dont la nationalité a maintenant été vérifiée.

Beaucoup d'Américains le considèrent comme un traître, mais il n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune inculpation.

Ses deux parents l'ont dit victime d'un lavage de cerveau. John Walker lui-même a déclaré à l'hebdomadaire *Newsweek* qu'il s'était converti à l'islam à l'âge de 16 ans et avait pris le nom d'Abdul Hamid. Il a ajouté qu'il avait été au Yémen pour apprendre l'arabe, puis qu'il s'était rendu au Pakistan dans une madrasa, une école religieuse.



Photo AFP

La revanche des Afghanes

Les femmes afghanes qui, depuis l'arrivée au pouvoir des talibans, n'avaient même pas le droit au travail, retrouvent leur dignité. À Kaboul, hier, de nombreuses anciennes institutrices, qui avaient été dans l'obligation de quitter la vie publique, se sont enrégistrées au collège pour filles Manochehry. Elles devraient reprendre leur travail le printemps prochain. Il existe 17 écoles pour filles dans la capitale du pays et on prévoit que 700 institutrices devront être embauchées.

Responsable de la sécurité recherché?

Presse Canadienne

OTTAWA — Un comité parlementaire recommande au gouvernement fédéral de confier la responsabilité de la sécurité aéroportuaire et aéronautique à un secrétaire d'État plutôt qu'aux transporteurs aériens, comme c'est le cas actuellement.

Le Comité permanent des transports et des opérations gouvernementales, regrettant l'absence d'une « culture de la sécurité » au sein des milieux du transport, a recommandé dans un rapport déposé à Ottawa, qu'un secrétariat d'État à la sécurité des transports décide de la meilleure façon d'administrer la sécurité — que celle-ci soit confiée aux autorités aéroportuaires ou à une nouvelle agence.

« Une approche différente s'impose pour assurer la sécurité aéronautique », affirme le comité dans ce document, estimant que le ministère fédéral des Transports ne prend pas la question de la sécurité suffisamment au sérieux.

« Ce que nous voulons, c'est une structure de commandement claire et nette. Nous voulons une culture de la sécurité, ce que, je crois, nous n'avons pas en ce moment », a indiqué le président du comité, Ovid Jackson.

« Le 11 septembre nous a appris que nous devons être un peu plus solides », a-t-il ajouté.

BACILLE DU CHARBON

L'expéditeur des lettres contaminées appartiendrait à l'armée

Agence France-Presse

WASHINGTON — La lettre contaminée par le bacille du charbon et adressée au chef de la majorité démocrate du Sénat américain, Tom Daschle, a été envoyée par quelqu'un ayant travaillé dans l'armée, a déclaré hier le sénateur sur la chaîne de télévision CNN.

En réponse à une question d'un journaliste lui demandant si la lettre reçue le 15 octobre et postée dans le New Jersey, à Trenton, était de

quelqu'un qui avait l'habitude de travailler dans l'armée, le sénateur du Dakota du Sud a répondu : « Exact. C'est exact. »

M. Daschle a toutefois souligné qu'il n'était pas possible de dire si l'auteur de l'envoi avait travaillé dans l'armée américaine ou une armée étrangère. Mais « lorsque nous examinons toutes les possibilités, c'est celle qui, à l'heure actuelle, a le plus de crédibilité », a-t-il dit.

La lettre adressée à M. Daschle portait la même écriture que celles reçues par le sénateur

Patrick Leahy et deux journalistes de la chaîne de télévision NBC et du quotidien *New York Post*. Toutes ont été postées au même endroit.

La police fédérale (FBI) était parvenue début novembre à la conclusion que le responsable des lettres est un homme, adulte, qui travaille et entretient peu de contacts humains dans le cadre de ses fonctions. Il pourrait travailler dans un laboratoire et semble avoir un accès aisé à des produits extrêmement dangereux, avaient dit les enquêteurs.

Québec investit cinq millions pour lutter contre d'éventuels attentats bactériologiques et chimiques

RAYMOND GERVAIS

FACE AU SPECTRE des attentats terroristes perpétrés aux États-Unis le 11 septembre dernier et aux cas du bacille du charbon découverts par la suite, le gouvernement du Québec a décidé d'investir cinq millions de dollars en cinq ans pour renforcer les mesures d'urgence en matière de santé en cas d'attaques terroristes.

C'est ce qu'a annoncé hier le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, Rémy Trudel.

Le ministre reconnaît que les risques d'une attaque bactériologique ou chimique

au Québec sont minimes, mais que les investissements sont justifiés.

« Le jour où un événement se produirait, nous regretterions de ne pas avoir élevé nos normes et nos capacités de réponse en cas de crise », a déclaré le ministre.

Les nouveaux investissements permettront d'agir simultanément sur plusieurs fronts et permettront notamment d'augmenter les capacités de procéder aux décontaminations des blessés ou des personnes affectées par des éléments de contamination en créant 11 nouvelles chambres de décontamination dans le réseau hospitalier montréalais. Le ministre entend ainsi augmenter la capacité

de tous les hôpitaux à décontaminer les victimes. Au chapitre des services préhospitaliers d'urgence, les techniciens ambulanciers pourront compter sur de l'équipement de protection contre les produits biologiques.

Une somme d'un demi-million de dollars sera aussi consacrée pour augmenter les réserves de médicaments et d'antidotes dans les hôpitaux et les établissements de santé, afin de pouvoir faire face à des situations d'urgence.

Une autre tranche de 175 000 \$ sera investie dans les laboratoires de santé publique chargés du dépistage des maladies infectieuses. La sécurité autour de ces laboratoires

sera aussi accrue et Québec y consacra 1 million de dollars.

Par ailleurs, le ministre Trudel a annoncé du même souffle un investissement de 990 000 \$ pour réaménager l'unité de gériatrie de l'hôpital Notre-Dame dans une autre aile.

Cet investissement est la réponse du ministre à la direction du CHUM, qui avait présenté un plan d'investissement en immobilisations, lui permettant d'assurer la transition vers le nouveau CHUM universitaire, qui sera construit coin Saint-Denis et Bellechasse.

ANIMAUX

4 jours consécutifs

pour seulement

29,88 \$*

pour 3 lignes

2,49 \$* par ligne additionnelle par jour *taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

La Presse

cyberpresse.ca

987-VENDU

sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

3004123

L'APRÈS-TALIBANS

La diaspora afghane: pas d'euphorie, beaucoup de méfiance... et de divisions

INTROUVABLES

Suite de la page A1

afghan, basé à Kandahar. Mais Gul Agha, gouverneur de la province avant l'arrivée des talibans, conteste l'autorité du mollah Naqibullah, l'accusant d'avoir favorisé l'émergence de la milice, auquel il s'était rendu sans combattre, en 1994.

Un conseil a réuni des responsables locaux, dont Hamid Karzaï, désigné chef du gouvernement de transition qui prendra ses fonctions le 22 décembre à Kaboul, pour tenter d'apaiser les tensions entre les nouveaux maîtres de la ville.

Par ailleurs, le groupe de Peshawar, un des quatre signataires de l'accord de Bonn sur la constitution d'une administration temporaire à Kaboul, a demandé à l'ONU de commencer à enregistrer les électeurs en prévision de futures élections générales en Afghanistan.

Les informations les plus contradictoires circulent sur le mollah Omar: selon une faction antitalibane il serait détenu sans contrainte par un chef de guerre local, près de Kandahar. Mais un responsable taliban au Pakistan a affirmé sous le couvert de l'anonymat que le mollah Omar n'était pas à Kandahar.

« J'ai vérifié auprès de nos hommes et ils m'ont dit qu'il n'est sous la garde de personne. Il n'est pas à Kandahar. A part cela, je ne sais pas où il se trouve », a-t-il dit.

M. Karzaï a répété qu'il n'était pas question que l'ancien chef de la milice fondamentaliste bénéficie d'une amnistie. « Le temps des amnisties est passé, a-t-il assuré. C'est désormais un fugitif. Si la communauté internationale ouvre une instruction à son encontre, qu'il soit jugé. »

Un porte-parole de M. Karzaï a indiqué que le chef désigné du futur gouvernement afghan se trouvait sur sa base de Shahwali Kot, à une quinzaine de kilomètres au nord de Kandahar, et qu'il n'envisageait pas de se rendre en ville dans l'immédiat.

Le président Bush a salué les premiers succès dans la campagne militaire lancée le 7 octobre, qui a conduit à l'effondrement des talibans, après cinq ans de pouvoir, et à la dispersion du réseau Al-Qaeda.

« Il y a peu, ce régime contrôlait la plus grande partie de l'Afghanistan. Aujourd'hui ils ne contrôlent que quelques grottes », a déclaré vendredi M. Bush.

« Il y a peu, les chefs d'Al-Qaeda comparaient les États-Unis à un tigre de papier. C'était avant que le tigre ne rugisse », a-t-il ajouté.

Pour parachever ces succès, les bombardiers américains ont poursuivi leurs pilonnages de la région de Tora Bora, en particulier la montagne de Meelawa, où ben Laden et ses combattants les plus fidèles ont pu trouver refuge.

Malgré ces bombardements dévastateurs, les volontaires étrangers qui constituent l'essentiel des effectifs d'Al-Qaeda, l'organisation de ben Laden, ont continué à tenir leurs positions face aux forces locales afghanes.

Ces forces, tenues en respect par de nombreux tirs de mortier d'Al-Qaeda, ne semblent pas avoir sensiblement progressé hier dans leurs efforts pour prendre le contrôle de Tora Bora et son immense forteresse souterraine.

Deux chefs locaux assurent que l'homme le plus recherché du monde se trouve toujours dans la région: le commandant Haji Mohammad Zaman, chef militaire du Nangarhar, et Hazrat Ali, chef de la sécurité, en sont persuadés.

Toutefois, par mesure de précaution, le Pakistan a renforcé la surveillance de la frontière avec l'Afghanistan dans ce secteur, pour tenter de la rendre hermétique.

« Nous avons renforcé la surveillance aérienne et terrestre, nous utilisons toutes nos ressources en véhicules, hommes et hélicoptères », a indiqué un porte-parole militaire, le général Rashid Qureshi.

« Tout ce qui doit être fait l'a été. Il y a même des hélicoptères de combat qui vont surveiller la zone », a-t-il ajouté.

Plus à l'ouest, les Marines sillonnent depuis deux jours le désert entre Kandahar et le Pakistan par hélicoptère, en véhicules militaires ou à pied pour surveiller toutes les voies de communication.

« Nous sommes encore en train de rechercher des terroristes, en particulier ceux d'Al-Qaeda », a déclaré à la presse le capitaine des Marines Stewart Upton.

L'état-major américain a déployé dans le désert au sud de Kandahar 1300 Marines, qui contrôlent tout mouvement suspect et ont déjà eu plusieurs accrochages avec des combattants talibans et d'Al-Qaeda qui fuyaient Kandahar.

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

Le régime des talibans s'est peut-être effondré plus vite que prévu, et les principales forces politiques afghanes ont également réussi, « divine surprise », à se mettre d'accord à Bonn, ce n'est pas une raison pour que les intellectuels et les notables de la diaspora cèdent à l'euphorie et considèrent que, pour leur pays, l'avenir est désormais radieux. L'espoir est revenu, mais n'a pas chassé les vieilles méfiances et les arrière-pensées. Loin de là.

« Vingt années de guerre nous ont rendus plutôt pessimistes », commente sobrement la romancière Spojmai Zariab (exilée en France depuis 1991 et publiée en français aux éditions de l'Aube). « J'étais contre les bombardements américains, donc je ne leur dis pas merci. Il s'agit pour l'instant d'une victoire américaine. Et donc rien n'est réglé. Même si, bien entendu, la situation actuelle constitue une vraie occasion de tenter quelque chose pour notre pays. »

Apparemment, il suffit de mettre une demi-douzaine de personnalités afghanes dans une pièce pour obtenir autant de partis politiques. Ou presque. Cela se passait mercredi soir à Paris, à peine vingt-quatre heures après la signature de l'accord de Bonn sur la formation d'un gouvernement afghan provisoire.

Autour du journaliste-écrivain Olivier Weber, qui vient de publier *Le Faucon afghan*, il y avait donc diverses personnalités venues discuter à bâtons rompus de l'avenir de leur pays, entre simples compatriotes parlant en leur nom personnel. Les différents intervenants n'étaient d'ailleurs pas présentés en tant que représentants de telle ou telle ethnie ou de telle force politique. À ce détail près que, dès les premières minutes, on constatait que, sous les formules courtoises et prudentes, se profilaient divergences et arrière-pensées.

Parmi les plus optimistes, un ancien officiel afghan réfugié à Paris depuis les années 80 et parlant parfaitement français: Ismaël Karimpour, tout juste revenu de Bonn. Sous les paroles rassurantes et océaniques, on apprend qu'il est en fait un représentant officiel de l'Alliance du Nord. Laquelle, victorieuse militairement, a aussi obtenu la grosse part du gâteau et la réalité du pouvoir: plus de la moitié des ministères, dont la Défense, l'Intérieur et les Affaires étrangères.

Très souriant et le verbe fleuri, Karimpour rappelle qu'il y a « toujours une différence entre la femme de sa vie et la femme idéale ». C'est-à-dire: l'accord conclu à Bonn aurait pu être encore plus démocratique, plus large, et la composition du gouvernement plus ouverte aux minorités et aux femmes (elles sont deux sur une trentaine de postes). Mais « le principal c'est que tous les participants à Bonn aient signé, que nous ne nous soyons pas battus entre nous ». En ce qui concerne les femmes, « le plus important c'est qu'elles aient d'abord le droit de vivre, qu'il leur était jusque-là refusé ».

Manifestement plus enclin à la méfiance, il y a l'écrivain Latif Pedram, quadragénaire au physique d'acteur de cinéma, ancien « proche de Massoud », mais surtout porte-parole du Mouvement du Congrès national d'Afghanistan, laïque et démocratique, réfugié en France depuis 1998. « Je ne suis évidemment pas contre le fait qu'il y ait eu un accord à Bonn, dit-il. Mais il faut voir que cet accord a été obtenu pratiquement de force, sous la pression américaine. Il y avait là quatre forces politiques en présence, mais il y avait aussi beaucoup d'absents: absente la société civile, absentes les femmes... Et beaucoup de minorités nationales importantes... Je voudrais être optimiste, mais il y a là tous les éléments pour la reprise de la guerre... »

Un État « laïque » dans ce pays

unaniment musulman, à peu de choses près? Les autres participants à la rencontre évitent de le contrer frontalement, mais on devine un scepticisme poli.

Ainsi par exemple ce monsieur aux cheveux gris, environ 70 ans, répondant au nom de Abdulamid Mobarez, et dont on comprend assez rapidement qu'il est un proche de Zaher Shah, le dernier roi d'Afghanistan. Ou ce commerçant installé à Paris depuis 1981, Ahmed Akram, et manifestement se réclame également de la monarchie.

Historien de formation — mais aussi ancien ministre du roi... puis du régime communiste —, M. Bommarses se lance dans une grande envolée pour porter aux nues la tradition afghane, « qui a enfanté d'une véritable démocratie, il y a déjà trois mille ans ». Face au « laïque » Pedram, qui souhaite simplement une bonne vieille démocratie libérale à l'occidentale, le vieil historien se lance dans un éloge vibrant des anciennes assemblées tribales (en fait pachtones), qui donnaient « la parole au peuple ». L'autre monarchiste, M. Akram, surenchérit dans un long développement sur la qualité de la démocratie afghane sous le régime monarchique... Ce qui n'est pas du goût de tout le monde: « Ce n'est pas un historien, c'est un affabulateur », souffle une voisine iranienne qui, mystérieusement, semble être partie prenante dans le combat pour la démocratie à Kaboul.

L'observateur étranger assiste à ce débat feutré, plein de non-dits, avec l'impression d'avancer dans un brouillard plutôt opaque. Où donc se situe ce nouvel intervenant, Habib Baïdar, « expert en développement »? Il se lance dans une virulente diatribe contre l'ONU et les dangers d'une aide internationale qui achèverait de « déstabiliser la société traditionnelle, qui fonctionnait harmonieusement jusqu'en 1979, bien que dans la pauvreté ». Progressiste? Traditionnaliste?

Cela fait deux heures qu'on est là et, plus que bizarrement, la question « ethnique » n'a toujours pas été effleurée. Lorsque l'ancien correspondant à Kaboul de l'AFP (pendant cinq ans) prend la parole pour expliquer que, précisément, « la question ethnique est désormais le problème numéro un dans le pays », la plupart des participants font bloc: « Je refuse de dire quelle est mon ethnie, je suis Afghane », répètent-ils presque tous sur divers tons: « Car, avant 1979, la question ethnique ne se posait pas dans le pays. » La preuve: un tel est moitié Pachton, moitié Tadjik, tel autre est le résultat d'une famille mixte. Bref, « l'ethnisation a été créée par les Soviétiques et la guerre ». Mais on sent la question explosive.

Toujours tenant d'une certaine méfiance, l'écrivain Latif Pedram — le seul à s'exprimer en persan avec interprète — corrige le tir avec modération mais fermeté: « La vérité, dit-il, c'est qu'il n'y a jamais eu d'État-nation achevé dans notre pays. Et cet État-nation est à faire entièrement. Il n'y a même pas de route véritable en Afghanistan entre les périphéries et le centre! Le million d'Hazaras, par exemple: ils n'ont jamais été admis dans la fonction publique ou l'armée... Et il faut revenir à cette vérité première: nous avons toujours vécu sous le despotisme... »

Les deux monarchistes qui se sont fait le chantre de la traditionnelle démocratie afghane évitent de relever ce propos défaitiste. De même que le représentant « se-rein » de l'Alliance du Nord. Nous sommes à Paris: les divergences, les contentieux historiques incompréhensibles pour l'étranger, les vieilles haines tribales, on se contente d'en discuter avec civilité. Demain et l'année prochaine, sur le terrain afghan, entre les diverses ethnies et les innombrables chefs de guerre, il est possible que la discussion soit moins pacifique. Une guerre est à peu près finie. Mais pas nécessairement la guerre.

AIDE

Suite de la page A1

monde sur place pour effectuer une distribution ordonnée. Il a attribué cet échec aux carences de la gestion des ONG et assuré que les opérations du PAM sont rarement aussi agitées. Des organisations humanitaires locales avaient recensé les familles dans le besoin et celles-ci devaient se présenter aux 16 postes de distribution répartis dans les quartiers pour obtenir leur ration. Des bousculades et le tapage ne leur permettaient cependant pas de répondre à l'appel de leur nom et d'avancer jusqu'au point de livraison. Le PAM prévoit distribuer 205 tonnes métriques de blé en huit jours dans la capitale afin de nourrir 1,3 million de personnes pen-

dant un mois. On estime que la population de Kaboul oscille aux alentours de 1,8 million d'habitants.

« Je suis arrivé à sept heures du matin et il y avait des milliers de personnes, dont plusieurs sans le document requis pour recevoir du blé. J'ai attendu cinq heures et je n'ai rien eu », a dit Mohamed Rahin, un jeune homme de 20 ans venu chercher la ration de sa famille.

Le même désordre a été constaté ailleurs en ville. Un agent a cassé un bâton de la taille d'un manche à balai sur le dos d'une femme, un autre a donné des coups de crosse de fusil à des hommes qui refu-

saient de lui obéir et certains ont tiré des coups de sommation dans le but de faire reculer la foule.

Les opérations du PAM s'étendent à l'ensemble de l'Afghanistan puisque la sécheresse qui dure depuis trois ans a privé des millions de personnes de leur gagne-pain. La guerre a aussi forcé plus de 200 000 personnes à quitter le pays pour se rendre dans les camps de réfugiés au Pakistan.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU s'attend à une augmentation importante du nombre des réfugiés qui reviendront en Afghanistan au cours des prochains mois. Il estime que 10 700 personnes sont revenues du Pakistan depuis le 23 novembre.

Les arrivées connaîtront une progression fulgurante au printemps, en mars ou en avril, alors que les gens pourront plus facilement revenir construire leur maison, prévoit le HCR. L'organisation a adopté différentes mesures pour aider à la reconstruction des domiciles familiaux et des services publics dans les villages.

Il y a 1,5 million de réfugiés afghans en Iran et 2,2 millions au Pakistan. L'ONU estime qu'il y a également 1,4 million de personnes déplacées en Afghanistan et croit que leur situation est encore plus difficile que celle des réfugiés installés dans des camps à l'étranger.

Pour offrir des cadeaux ou recevoir pendant le temps des Fêtes, passez chez Benix & Co. Le plus grand choix de cadeaux d'articles ménagers, aux plus bas prix garantis! Au bon moment, juste à temps pour Noël!

super solde

Rabais jusqu'à 75%

de Noël

<p>Plats de service en terre cuite Motifs de Noël Au choix</p> <p style="font-size: 2em;">14⁹⁹\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 39.99\$</p>	<p>6 Chandelles incluses Hauteur totale 12 po</p> <p style="font-size: 2em;">\$29⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 69.99\$</p>	<p>Service de vaisselle de Noël 47 pièces</p> <p style="font-size: 2em;">\$79⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 249.99\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Service pour 8 comprenant ensemble d'appoint 5 pièces et cafetière</p>	
<p>Lampe-tempête en fer forgé et verre</p> <p>Hauteur 8-3/4"</p> <p style="font-size: 2em;">\$14⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 24.99\$</p>	<p>Rôtissoire antiadhésive résistante Sinterstone (15 po x 12 po x 33 3/4 po) avec support</p> <p style="font-size: 2em;">\$49⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 149.99\$</p>	<p>Ens. pour trempette Crawford 17-1/2" de diamètre</p> <p style="font-size: 2em;">\$19⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 59.99\$</p>	
<p>Bouilloire à sifflet en acier inoxydable Satin Elegance</p> <p style="font-size: 2em;">\$19⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 45.99\$</p>	<p>Ensemble pour pâtes Grand bol 12 po et quatre petits bols 8 po</p> <p style="font-size: 2em;">\$14⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 59.99\$</p>	<p>Ensemble de couteaux professionnels en acier inoxydable 18/10 avec bloc en bois massif garni d'acier inoxydable</p> <p style="font-size: 2em;">\$129⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 269.99\$</p>	
<p>Coutellerie 72 pcs en acier inox 18/10 Design Solingen Service pour 12</p> <p style="font-size: 2em;">\$99⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 459.99\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Avec 12 ustensiles de service et coffret de luxe</p>	<p>MARMITE GRATUITE! Obtenez une marmite 16 pintes assortie, à l'achat d'une batterie Carrera 10 pcs</p> <p style="font-size: 2em;">Valeur de \$100</p>	<p>Batterie Carrera Cuisine International 10 pièces en acier inoxydable 18/10, fond triple couche</p> <p style="font-size: 2em;">\$249⁹⁹</p> <p style="font-size: 0.8em;">Cour.: 599.99\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Fabriquée en Italie</p>	

BENIX & Co.

7335 Boul. DÉCARIE

Angle Jean-Talon Métro Namur

3213 AUTOROUTE 440

Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

MAINTENANT OUVERT À KIRKLAND, Autoroute 40 ouest, sortie ch. Sainte-Marie

Lun. - ven. 10 h à 21 h - Sam. 9 h à 17 h - Dim. 10 h à 17 h

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Voyages Optimistes inc. Le spécialiste CIRCUITS ET CROISIÈRES

4943, boul. Rosemont, Montréal • (514) 255-8833 • 1 877 255-8833

ACCOMPAGNÉ EN FRANÇAIS

Croisière Asie

Trans-Pacifique de 48 jours

À bord du Regal Princess De Bangkok à San Francisco (Visitez la Malaisie, le Viet-Nam, Hong Kong, la Chine, le Japon, la Corée, Singapour, les Îles du Pacifique, Hawaï...)

Cabine intérieure à partir de **5 999 \$**

Cabine extérieure à partir de **6 699 \$**

Pas de surprise avec nous! Nos prix incluent vols, transferts et taxes.

WATERMAN

Expert II

à partir de 69\$

Les plus grandes marques aux meilleurs prix.

BOUTIQUE DU

Stylo

Tél. : (514) 284-1295

www.stylo.ca

■ 977, rue Sainte-Catherine Ouest

■ Montréal (niveau métro à la Maison Simons)

■ Carrefour Laval, Promenades Saint-Bruno

■ Mail Champlain, Brossard

■ Place Laurier (Sainte-Foy)

The ben Laden Bowl



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

Mais qu'est-ce qui se passe ? Les Américains ne l'ont plus l'affaire !? Non mais c'est quoi cette guerre-là ? On ne voit rien ! On a vu toutes les horreurs de la guerre du Vietnam. On a vu tous les bombardements en vert de la guerre du Golfe. Qu'est-ce qu'on voit de la guerre en Afghanistan ? Deux trois terrains vagues et des gars en train de se raser ! Grosse cote d'écoute ! C'est tellement plate que c'est quoi la grosse affaire en ce moment ? Normand Lester ! Lester est plus big que la guerre, faut le faire ! On peut même pas compter sur les Américains pour nous faire un bon show. Il faut qu'on se désennuie nous-mêmes !

Qu'arrive-t-il avec nos voisins du Sud ? C'était eux, les kings de la télé. Ils se font battre sur leur propre terrain. Oussama ben Laden a eu plus le sens du spectacle qu'eux. Les tours, on les a vues tomber à tous les postes. En direct. Y'a pas fait ça la nuit à Canal Vox ! Qu'est-ce que nous montrent les Américains pendant qu'ils écrapoutillent l'Afghanistan ? *Survivor in Africa* ! Watatow ! Des gars en bédaines pis des filles en bikinis en train de manger des papayes en Afrique. C'est pas en Afrique qu'on veut les

voir survivre ! C'est en Afghanistan ! *Wake up, Yankees* ! Vous avez le contexte rêvé pour faire de la grande télé. De la vraie télé américaine ! Organisez *The ben Laden Bowl*. Le championnat du ben Laden. La chasse à l'Oussama ! Pour 25 millions de dollars, c'est pas les candidats qui vont manquer. C'est un peu plus attirant comme prix qu'un forfait week-end pour deux personnes au Chantecler !

On munit chaque participant du *ben Laden Bowl* d'un petite caméra et on les parachute au-dessus de l'Afghanistan. Bebye ! Là, débrouillez-vous ! Faut que vous trouviez Oussama. Un paquet de filles en bikinis et de gars en bédaines qui courent de grotte en grotte à la recherche de l'ennemi public numéro un. Ça, c'est un show ! Move over *La Course autour du monde* ! Vive *La Course autour du ben Laden*. À chaque semaine, un participant est éliminé. Mais vraiment éliminé ! Pus personne va regarder les autres postes ! On va tous suivre le *ben Laden Bowl* ! Les commanditaires vont faire la queue pour pouvoir annoncer durant cette émission-là : American Airlines, les rasoirs Gillette, Federal Express !

Les Américains pourraient même vendre le concept aux télévisions étrangères. Verriez-vous ça, une belle équipe du Québec débarquer à Kandahar ! Guy Mongrain en tête. Avec les nains de Fort Boyard. Capables de rentrer dans les toutes petites grottes. Et comme Oussama ressemble au père Fourra, on pourrait même lui demander de poser une énigme au candidat qui l'aurait trouvé. Je vois déjà Sylvie Bernier crier aux participants courant dans

un champ de mines : « Prends ton temps, mais fais ça vite ! ».

Mais ce qui sera le plus passionnant avec *The ben Laden Bowl*, c'est de voir les participants recourir à divers moyens plus imaginatifs les uns que les autres pour découvrir la cachette de l'oncle ben. En voici d'ailleurs quelques-uns.

Huit trucs pour trouver ben Laden :

1. Ouvrir une pizzeria Domino qui livre aux grottes en moins de 30 minutes et attendre qu'Oussama appelle.
2. Faire renifler à un chien un turban ayant déjà appartenu à ben Laden. C'est sûr que c'est pas évident de trouver un turban ayant déjà appartenu à Oussama, mais avec 75 enfants, y'a ben dû en laisser traîner quelques-uns !
3. Construire une grosse statue de George W. Bush en plein milieu du désert. Ben Laden haït deux choses plus que tout : les statues et George W. Bush. Alors il va sûrement sortir de sa grotte pour la détruire.
4. Suivre le camelot qui livre, tous les matins, devant une grotte, le *USA Today*, le *Monde*, le *Times*, le *Daily News*, le *Herald*, et le *La Presse*.
5. Organiser un concours de la caverne la mieux décorée pour le magazine *Les Idées de ma Caverne* et attendre que ben Laden s'inscrive en envoyant son petit coupon avec son adresse dessus.
6. Se promener au-dessus des grottes en faisant jouer à tue-tête *God bless America* de Céline Dion en attendant que ben sorte de sa caverne en criant : « Allez-vous baisser vo-

tre maudite musique ! »

7. Offrir à tous les propriétaires de cavernes une métamorphose gratis à l'Institut Lise Watier. Ben ne pourra résister.

8. Dire que toutes les cavernes de l'Afghanistan ont été fusionnées à Longueuil et attendre que ben Laden sorte de sa caverne pour protester contre la fusion.

J'ai donc hâte de voir tout ça ! Le gouvernement américain va se rendre compte rapidement que pour trouver quelqu'un, y'a rien de plus efficace que des participants à un concours. L'armée a l'air des scouts à côté d'eux. Ôtez-vous de là ! Quand les madames de *La Poule aux œufs d'or* vont se ruer sur l'Afghanistan pour gagner leurs 25 millions, ben Laden est pas mieux que mort !

Je sais, chers amis américains, que vous êtes encore sous le choc. Que vous n'êtes pas remis. Que vous êtes toujours traumatisés. Pas juste du 11 septembre. Non. Surtout du 1^{er} décembre. Le terrible 1^{er} décembre. Le 1^{er} décembre vous a marqués. Le 1^{er} décembre vous a rachevés. Quand vous avez vu la gang de Canadiens déguisés en feuille d'érable, vous criez *We love you*, vous avez eu encore plus peur que le 11 septembre ! C'est sûr que pour des gens pas préparés, voir Édith Butler chanter *Paquetteville*, ça donne un coup ! Et de graves séquelles psychologiques. Qui durent très très longtemps. Mais ne vous inquiétez pas, vous allez finir par vous en sortir. Vous allez réussir à passer par-dessus toutes ces horreurs. Vous allez redevenir vous-mêmes. Et la meilleure façon de le

faire, c'est d'organiser *The ben Laden Bowl*.

God bless America ! God bless The ben Laden Bowl !

■ ■ ■

Ça se passe au ciel. Dieu est en train de distribuer les destins aux prochaines personnes à naître. Il arrive devant un futur Québécois et lui dit : « Toi, tu as le choix, soit de devenir joueur de hockey avec le Canadien, soit de devenir soldat dans l'Armée canadienne... »

Le Québécois répond : « Je vais prendre l'Armée canadienne, j'ai moins de chances de me blesser ! ».

■ ■ ■

Paul « Iznogood » Martin, celui qui veut devenir calife à la place du calife, aurait appelé les gens de l'Alliance du Nord pour savoir comment ils avaient réussi à tasser le leader taliban aussi rapidement !

■ ■ ■

Terre-Neuve a changé de nom. Il faut désormais l'appeler Terre-Neuve et Labrador. Terre-Neuve et Labrador !? On dirait un nom de duo comique. Après Ti-Gus et Ti-Mousse, après Ding et Dong, voici Terre-Neuve et Labrador. « Alors une fois c'est un Newfie qui voulait changer le nom de sa province... »

■ ■ ■

Un agent de la CIA interroge un taliban :

« — Je veux avoir ben Laden !
— Tora Bora...
— C'est pas Bora que je veux, c'est ben Laden ! ».

27,5 millions en dédommagement pour une contamination à l'hépatite B

Presse Canadienne

TORONTO — Une contamination à l'hépatite B dont fut reconnue responsable une clinique torontoise, lors des années 90, a donné lieu à ce qui pourrait bien être le plus important dédommagement pour faute professionnelle médicale de l'histoire canadienne.

Plus de 14 000 patients ontariens pourront se partager l'indemnité de 27,5 millions oc-

troyée à la suite d'une poursuite en recours collectif. Le versement de cette somme sera assumé par la compagnie d'assurances du Dr Ronald Wilson.

« Ce fut une longue bataille, mais je suis content que ce soit terminé », a déclaré une des victimes, Robert Anderson, 63 ans, qui avait contracté la maladie après avoir été soigné pour des maux de tête, en juin 1993.

Les responsables provinciaux de la santé ont découvert que dans plusieurs des cliniques opérées par le Dr Wilson et son technologue, Nicolas Kyprianou, les aiguilles insérées dans le cuir chevelu de patients, lors d'électroencéphalogrammes, n'avaient pas été stérilisées.

De plus, Nicolas Kyprianou, victime d'une sérieuse infection à l'hépatite B, ne portait pas de gants chirurgicaux lors de ces interventions.

La contamination qui a résulté de ces pratiques contraires aux normes est considérée comme la plus importante à avoir jamais été documentée. Plus de 1000 personnes ont été infectées, et l'une d'entre elles est décédée après avoir fréquenté l'un des établissements dirigés par le Dr Wilson, dans la région de Toronto, entre 1990 et 1996.

Semi-retraité installé à Pickering, en Ontario, M. Anderson est porteur du virus de l'hépatite B, une maladie potentiellement

mortelle, et le restera jusqu'à la fin de ses jours. Il devrait recevoir 300 000 \$, en vertu d'une entente de principe devant être approuvée en cour, le 2 janvier.

L'hépatite B est une infection virale s'attaquant au foie. Elle est habituellement transmise via des seringues infectées ou lors de relations sexuelles.

Heureusement, la plupart des personnes qui contractent le virus s'en remettent.

Toutefois, entre 5 et 10 % d'entre elles sont victimes de problèmes à long terme et peuvent transmettre à leur tour la maladie à d'autres.

Dans les cas les plus sévères, la maladie peut provoquer la mort.

Reportage publicitaire

Le vaisseau amiral Linen Chest ouvre au centre Rockland

Linen Chest, le leader reconnu dans la mode maison, vient de franchir une autre étape dans son développement en investissant plusieurs millions de dollars pour doubler la superficie de son magasin du centre Rockland et en proposant une nouvelle tendance : des collections-maison griffées, une exclusivité signée Jean-Claude Poitras. Ce magasin sera le vaisseau amiral du groupe. Démontrant un aplomb certain dans un contexte économique difficile, les propriétaires, MM. Mark, Seldon et Stan Liebner ont troqué leur ancien magasin pour les 30 000 pieds carrés anciennement occupés par Eaton. « En s'installant dans de nouveaux locaux plus spacieux, Linen Chest manifeste sa détermination à créer un magasin à la fine pointe de l'élégance et du raffinement, affirme M. Stan Liebner. Nous nous démarquons de la compétition, non seulement par la variété inégalée des produits offerts à des prix défiant toute concurrence, mais parce que l'environnement et la qualité des collections que nous offrons répondent aux goûts d'une clientèle sophistiquée ».

Une collection Jean-Claude Poitras

Et la collection complète signée Jean-Claude Poitras s'inscrit on ne peut mieux dans cette optique. C'est une première d'ailleurs au Québec qu'un réputé designer de mode se lance, en partenariat, dans ce domaine. « Cela découle de ma volonté de démocratiser le design, souligne M. Poitras. Il y a trois ans déjà j'avais conçu des objets autour des arts de la table, de la vaisselle. Mon rôle chez Linen Chest me comble. Il s'agit d'une occasion extraordinaire pour moi, parce que l'univers de la mode et l'univers de la décoration vont naturellement de pair, parce que pour avoir fréquenté souvent ce magasin, avec lequel j'ai le plus d'affinités, je sais qu'à titre de créateur je peux offrir un produit designer en m'adressant au plus grand nombre. » La collection Poitras est offerte dans tous les magasins Linen Chest. Le premier programme de développement est



Dans l'ordre habituel, M. Roger St-Jean, représentant publicitaire de *La Presse*, les copropriétaires MM. Mark, Stan et Sheldon Liebner, M. Yves Lalonde, directeur de la publicité de *La Presse* et Mme Louise Pharand, directrice adjointe publicité de détail de *La Presse*.

une collection de draps et de serviettes, conçue à l'image de son créateur, qui s'attache à une pureté des lignes, des formes, des couleurs et des textures, conjuguée à une approche zen et minimaliste qui reflètent le côté moderne de la vie dans la maison; le deuxième programme est une collection de vaisselle, à la fois tendance et décontractée, qui s'inspire du Paris des années 30.

Six magasins au Québec

Les trois frères Liebner, copropriétaires à part égales, dirigent une entreprise familiale fondée en 1966 par leur mère, Sylvia Liebner, décédée il y a trois ans, qui a ouvert une modeste boutique dans un sous-sol situé chemin de la Reine-Marie. En 1984, c'était le déménagement au centre Rockland. Aujourd'hui, Linen Chest exploite sept magasins dont six au Québec, un siège social et un grand entrepôt de 60 000 pieds carrés à Laval et compte au total plus de 500 employés.

Linen Chest a toujours cultivé par ailleurs une conscience sociale et, lors de l'ouverture du nouveau magasin, Linen Chest a annoncé qu'une somme équivalant à 50 % du montant des ventes effectuées en certificats-

cadeaux sera versée à l'organisme caritatif Jeunesse au Soleil, avec un minimum garanti de 10 000 \$. « Nous nous efforçons, soulignent les copropriétaires, de rendre en partie ce que la communauté nous apporte. Or, cet événement arrive dans le temps des Fêtes, au moment où le manque de ressources est peut-être plus criant que jamais. Jeunesse au Soleil, dirigé par M. Sid Stevens, accomplit un travail extraordinaire et Linen Chest est heureux de participer à cette cause ».

« Nous considérons le centre Rockland comme un mail commercial unique qui s'harmonise parfaitement avec nos ambitions et rejoint, comme nous, une clientèle recherchée, explique M. Sheldon Liebner qui ajoute que par les temps qui courent, cet investissement est une décision qui reflète une vision à long terme. »

Au sujet de ces nouveaux aménagements, les frères Liebner constate avec fierté qu'ils se sont surpassés et que ce magasin deviendra la référence en Amérique du Nord en terme de magasin de literie et d'accessoires de bain. La plus grande superficie permet d'offrir une plus grande sélection d'articles de renom et de qualité supérieure à des prix accessibles. Des collections

exclusives demeurent un des facteurs clés de la notoriété de la maison, comme le sont les prix abordables : Linen Chest choisit et importe de partout dans le monde directement, sans intermédiaires.

Des projets d'expansion

« Notre magasin d'Ottawa est le premier hors du Québec, affirme M. Mark Liebner. Il constitue un premier maillon dans notre volonté de prendre de l'expansion au Canada. Notre succès tient d'abord à nos employés et

à notre spécialisation; nous visons deux clientèles : les mariés et les nouveaux propriétaires de maison. » Leur succès tient aussi dans la cohésion de leur gestion: toutes les décisions sont prises ensemble mais chacun des frères dirige au jour le jour chacun son secteur: Mark s'occupe des ordinateurs, des départements des cadeaux, de la vaisselle; Sheldon s'occupe de la comptabilité, des départements des rideaux, des stores, des couvre-lits; et Stan s'occupe du design, de la publicité et des départements des serviettes, des linges, des draps.



ÉPISODE 9

DOSSIER TERRORISME

TERRORISME: LE RÉSEAU MONTRÉAL

Pendant cinq ans, Montréal a été au cœur d'une enquête policière internationale sur un réseau terroriste islamique. Suite d'un passionnant récit.

Neuvième épisode d'une série de quatorze à suivre dans le cahier A et sur cyberpresse, chaque jour.

cyberpresse.ca

www.cyberpresse.ca/reseauterrorisme

Une enquête d'ANDRÉ NOËL



Expériences avec des chiens

Ressam apprenait comment empoisonner des cibles

Pendant son entraînement dans un camp d'Oussama ben Laden en Afghanistan, en 1998, Ahmed Ressam apprend comment empoisonner des gens. Des expériences sont faites avec des chiens. Ressam a raconté cet épisode lors de sa comparution à la Cour du district sud de New York, l'été dernier.



Photothèque La Presse

L'homme à gauche, assis à la droite d'Oussama ben Laden, s'appelle Abou Suleiman. C'est lui qui, selon le témoignage de Ressam à New York cet été, dirigeait les expériences d'empoisonnement de chiens dans un camp en Afghanistan. Photo de gauche, l'immeuble de la rue du Fort, dans le centre-ville de Montréal, où Ahmed Ressam est venu s'établir à son retour d'Afghanistan.

Ahmed Ressam, passible de 130 ans de prison pour avoir préparé un attentat à la bombe à l'aéroport international de Los Angeles, a décidé de collaborer avec la justice américaine. Il a ainsi témoigné au procès de son complice Mokhtar Haouari. Le 5 juillet dernier, il était interrogé par M^e Daniel Ollen, avocat de Haouari. (Nous avons condensé certaines questions et réponses.)

Q M^e DANIEL OLLEN : Pourquoi ne raconteriez-vous pas au jury ces expériences que vous avez menées sur des chiens, vous personnellement (note : dans un camp d'Oussama ben Laden en Afghanistan). Commencez par cette expérience où vous mettiez les chiens dans une boîte.

R Ahmed Ressam : Nous étions seulement présents; en fait, c'était notre chef qui menait l'expérience.

Q Vous regardiez votre chef mettre un chien dans une boîte, c'est bien ça ?

R Oui. Nous étions tous présents.

Q Votre chef mettait du cyanure dans la boîte, c'est bien ça ?

R Oui.

Q Puis il ajoutait de l'acide sulfurique au cyanure ?

R Oui.

Q Et le chien mourait peu après, n'est-ce pas ?

R Exact.

Q Pendant combien de temps les chiens souffraient ?

R Pas très longtemps, je ne me souviens pas avec précision, peut-être quatre minutes, parce que le chien était très petit.

Q Pendant ces expériences, vous portiez un masque pour éviter de respirer le poison, n'est-ce pas ?

R Exact.

Q Vous vous exerciez avec des chiens de façon à pouvoir répéter cette expérience avec des êtres humains au cours d'un attentat, c'est bien ça ?

R Exact. Nous voulions connaître l'effet du gaz, oui.

Q On vous a entraînés à utiliser le cyanure en le plaçant près de la bouche d'aération d'un immeuble, par exemple un immeuble gouvernemental, n'est-ce pas ?

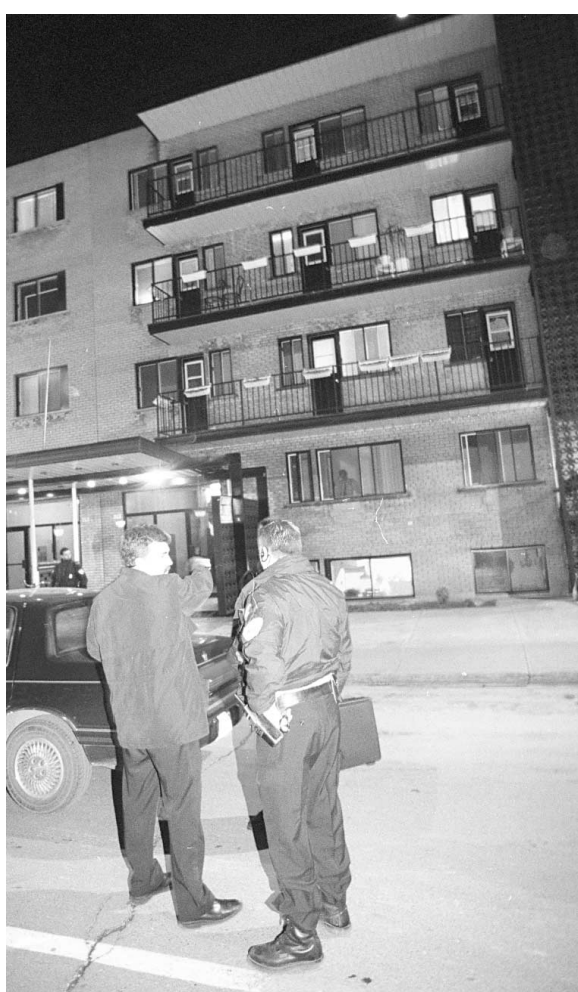
R Ils (les instructeurs Mustapha Al Maghrebi et Abou Suleiman) nous ont donné certains conseils, mais nous ne les avons pas mis en pratique.

Q En plaçant le cyanure près d'une bouche d'aération, vous pourriez tuer beaucoup de gens sans mettre votre vie en danger et sans être découvert, c'est bien ça ?

R Oui, c'est comme ça qu'on utilise le gaz si on veut tuer.

Q Une des choses que vous avez apprises au camp de Deronta (note : près de Jalalabad), c'était comment mélanger des poisons avec d'autres substances et appliquer ce mélange sur des poignées de portes. Vous souvenez-vous d'avoir avoué cela au FBI ?

R Oui, j'ai bien dit ça.



Q Ce poison pénètre ensuite dans le sang de toute personne qui touche cette poignée de porte, exact ?

R Oui, c'est vrai : le poison s'infiltrait dans son corps.

Q Et la tue, n'est-ce pas ?

R Oui.

aujourd'hui âgé de 31 ans, s'est vu refuser son statut de réfugié en arrivant au Canada. Un refus confirmé par la Cour fédérale en mai 1995. Pourtant, en février 1998, Labsi obtient un certificat d'immigration du gouvernement du Québec ! Il s'envole immédiatement pour le Pakistan et l'Afghanistan.

Le jeune homme fréquente les mêmes camps que Ressam et éla-

Q Cette technique a été conçue pour être utilisée contre des agents de renseignement et d'autres VIP, n'est-ce pas ?

R Oui, oui, tout à fait.

Mustapha Labsi

Ahmed Ressam avait un bon compagnon à Montréal : Mustapha Labsi, de trois ans son cadet. Les deux jeunes hommes ont partagé un appartement ensemble avenue de la Malicorne, à Anjou. Ils ont aussi été arrêtés ensemble lors d'un petit vol au Carrefour Angrignon.

Mustapha Labsi,

bore, avec lui, un projet d'attentat aux États-Unis. Mais il quitte l'Afghanistan un peu avant lui. De Karachi, il se rend à Londres. En novembre 1998, il tente d'embarquer à l'aéroport d'Heathrow sur un vol à destination de Toronto, mais on l'arrête, car il utilise un passeport belge volé.

Jeté en prison, Labsi envoie une lettre, avenue de la Malicorne, à l'attention de Saïd Atmani. Il ignore qu'Atmani a été arrêté à Niagara Falls et déporté en Bosnie. Dans sa lettre, Labsi multiplie les références à Zoheir Choulah, principal bénéficiaire du trafic de faux papiers dirigé par Fateh Kamel, ainsi qu'à Mourad Ikhlef et Noureddine Saïdi, deux proches amis de Kamel. Il mentionne des sommes d'argent à remettre à « Sofiane », soit Abousoufiam Abdelrajik dit le Soudanais, qui habite également Montréal. Labsi communique les coordonnées d'un ami londonien en contact avec Abou Zoubaida.

Condamné à six mois de prison, Labsi est libéré trois mois plus tard, le 4 février 1999. Comme il est fiché, il peut difficilement partir pour le Canada pour préparer un attentat avec Ahmed Ressam. Il reste en Grande-Bretagne, proche de son mentor, le docteur Abou Doha.

Ressam revient au Canada

C'est à la même époque que Res-

Les acteurs...

>Ahmed Ressam : 34 ans, Algérien arrivé au Canada en 1994. Membre du réseau de Montréal. En 1998, s'entraîne dans un camp d'Oussama ben Laden en Afghanistan. En 1999, arrêté à la frontière américaine au volant d'une voiture bourrée d'explosifs; voulait faire sauter une bombe à l'aéroport international de Los Angeles. En prison à Seattle. Attend sa sentence.

>Fateh Kamel : 41 ans, citoyen canadien d'origine algérienne. Chef du réseau de Montréal, spécialisé dans le trafic de faux papiers. Arrêté en Jordanie en avril 1999 à la demande du juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière. Condamné à huit ans de prison, le 6 avril dernier, en France.

>Mustapha Labsi : 31 ans, membre du réseau de Montréal. En 1998, rejoint Ressam en Afghanistan. À son retour vers le Canada, arrêté en Grande-Bretagne. Libéré six mois plus tard. Selon le *Figaro*, Labsi a été arrêté à Francfort (Allemagne) le 28 décembre 2000 avec trois complices : « Au milieu des explosifs saisis, la police découvre un repérage filmé du marché de Noël, devant la cathédrale de Strasbourg (cible d'un projet d'atten-

tat). On entend sur la cassette des chants afghans, doublés de menaces contre les mécréants. » Labsi serait maintenant en prison en Grande-Bretagne. La France l'a condamné *in absentia* pour sa participation au réseau de Fateh Kamel.

>Saïd Atmani : 35 ans, membre du réseau de Montréal. Marocain qui a obtenu la citoyenneté bosnienne. S'est battu en Afghanistan et en Bosnie, puis a déménagé à Montréal en 1995. Arrêté à Niagara Falls en 1998 et expulsé en Bosnie. Extradé par la Bosnie vers la France. Condamné à cinq ans de prison, à Paris, le 25 octobre 2001.

>Zoheir Choulah : 28 ans, Bosniaque d'origine marocaine. A profité du trafic de faux passeports dirigé par Fateh Kamel. Condamné à quatre ans de prison, en France, le 25 octobre dernier.

>Mourad Ikhlef : Côtoyait Ressam, Labsi et Atmani dans un appartement de l'avenue de la Malicorne, à Anjou. N'a pas été accusé. Vit encore à Montréal.

>Noureddine Saïdi : Vivait à Montréal. A été arrêté avec Fateh Kamel en Jordanie en avril 1999.

>Abousoufiam Abdelrajik, dit « le Soudanais » : Né au Soudan

le 1^{er} janvier 1962; arrivé au Canada à une date inconnue. Les documents judiciaires français le qualifient d'« important activiste islamiste du jihad international et proche d'Abou Zoubaida ». N'a pas été accusé. Fait encore, et de façon régulière, la tournée de certaines mosquées à Montréal.

>Abou Zoubaida : 28 ans. Citoyenneté incertaine. Était responsable du recrutement des moudjahidines dans les camps afghans d'Oussama ben Laden. A contacté plusieurs membres du réseau de Montréal, ou a été contacté par eux. Recherché.

>Abou Doha, dit « le docteur » : Algérien qui coordonnait les activités des moudjahidines à Londres. Son nom a été trouvé dans le carnet d'un membre du réseau de Montréal. Arrêté à Londres en juillet; les États-Unis demandent son extradition. Accusé d'avoir aidé Ahmed Ressam à préparer son attentat terroriste.

>Abdel Dahoumane : 33 ans, Algérien arrivé à Vancouver en 1995 avec un faux passeport français. A vécu à Montréal entre 1997 et 1999. A aidé Ressam à préparer sa bombe. S'est enfui après l'arrestation de Ressam. Est retourné en Algérie, où il a été arrêté.

sam quitte l'Afghanistan. Il repasse par le Pakistan et rencontre à nouveau le lieutenant d'Oussama ben Laden, Abou Zoubaida. Ce dernier fait une demande particulière à Ressam : lorsqu'il sera revenu au Canada, Ressam devra lui trouver des passeports canadiens originaux, que Zoubaida pourra remettre à d'autres terroristes pour faire des attentats aux États-Unis.

Le responsable du groupe algérien, Al Montaz, remet une somme de 12 000 \$ à Ressam pour l'aider à préparer son attentat. Ressam prend l'avion du Pakistan vers Séoul, en Corée du Sud. Puis il monte à bord d'un avion des lignes aériennes Asiana qui le dépose à Los Angeles le 7 février 1999. Il transporte avec lui des petites quantités de produits chimiques qui serviront à fabriquer des mélanges très explosifs, notamment des capsules d'hexamine et du glycol.

À son arrivée à l'aéroport international de Los Angeles, Ressam remplit une déclaration des douanes américaines montrant qu'il voyageait toujours avec son passeport canadien au nom de Benni Antoine Noris. C'est ce jour-là que l'idée germe en lui d'y faire sauter sa bombe.

Il s'envole pour Vancouver, où il rencontre Abdel Dahoumane, un ressortissant algérien qui téléphonait régulièrement avenue de la Malicorne à Anjou. Il habite un certain temps dans cette ville de banlieue, puis revient à Montréal.

Ressam loue l'appartement 515 du 1250, rue du Fort, dans le centre-ville. Il signe un bail de 460 \$ par mois, toujours au nom de Benni Noris. Karina Valiquette, qui gérait l'immeuble avec sa famille, se souvient d'un jeune homme « tranquille, agréable, sympathique », qui se présentait comme un étudiant de l'Université McGill... et qui payait son loyer en liquide le premier jour de chaque mois.

Entre-temps, l'enquête du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière progresse à grands pas. Un autre ressortissant algérien, Nasr-Eddine Helal, est arrêté en France en possession d'une fausse carte d'identité canadienne et d'une carte de visite correspondant à la pâtisserie La Cantibouffe, rue Babelle, à Baie Comeau, exploitée par Dridi Fatah.

Au cours d'un entretien téléphonique en octobre dernier, Dridi Fatah a dit à *La Presse* qu'il avait croisé Fateh Kamel à Montréal dans un café tunisien du centre-ville. « Après l'arrestation d'Helal en France, des agents de la GRC sont venus me rencontrer, a-t-il raconté. Je leur ai dit que je n'avais rien à cacher. J'ai quitté Montréal justement pour me tenir loin d'Algériens que je ne connais pas. À Baie Comeau, je ne risque pas de les croiser dans des restaurants : j'aime mieux aller à la chasse et profiter du plein air ! »

De son côté, Helal explique aux policiers français qu'il avait tenté d'obtenir un permis de séjour au Canada, mais qu'il n'y était pas parvenu. Il avait donc décidé d'aller en France : pour ce faire, il avait besoin d'un passeport. Mokhtar Haouari lui avait fourni un passeport canadien. En échange, Helal avait dû ouvrir des comptes à la Banque de Montréal et à la Banque royale en donnant l'adresse personnelle de Haouari, le 3479, avenue Papineau. Ce petit stratagème permettait à Haouari de commander par la suite des cartes de crédit.

Le juge Bruguière commence à voir clair dans les responsabilités des uns et des autres au sein du réseau de Fateh Kamel. Par le biais d'Interpol, il lance un mandat d'arrêt international contre Kamel. Ce dernier cède son fonds de commerce Artisanat Nord-Sud à Mokhtar Haouari et prend l'avion. On retrouve sa trace en Turquie. Son itinéraire, par la suite, est incertain. Son compagnon, Mohamed Omary, a déclaré à *La Presse* que Kamel s'était rendu à La Mecque, pour son pèlerinage, mais les documents officiels ne mentionnent pas ce voyage.

ÉPISODE 10

DOSSIER TERRORISME

Demain:

LE CHEF DU RÉSEAU ARRÊTÉ EN JORDANIE

Montfort: un tremplin légal pour les minorités linguistiques

ALEXANDRE VIGNEAULT

LA VICTOIRE DES Franco-Ontariens dans le dossier de l'hôpital Montfort redonne espoir aux défenseurs des communautés francophones hors-Québec qui espèrent maintenant que le jugement historique rendu vendredi par la Cour d'appel de l'Ontario aura des répercussions partout au pays.

« Le jugement donne une nouvelle base aux revendications des communautés francophones et acadiennes, estime George Arès, président de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada. Parce que même si les gouvernements des autres provinces et les autres tribunaux ne sont pas liés par une décision de la Cour d'appel de l'Ontario, ça fait quand même jurisprudence. »

L'avocat d'Edmonton se réjouit particulièrement de voir que le tribunal a « donné vie » au principe non écrit du respect et de la protection des minorités énoncé par la Cour suprême dans le renvoi relatif à la sécession du Québec.

M. Arès croit que les communautés francophones minoritaires de partout au Canada seront tentées de tester le jugement dans leurs provinces respectives. Dans le domaine de la santé, qui vient tout de suite après l'éducation dans les priorités des francophones hors-Québec, mais aussi dans les domaines économiques, communautaires et culturels.

Comme M. Arès, Gisèle Lalonde, présidente du comité SOS Montfort! souhaite que le jugement rendu cette semaine ait une incidence immédiate sur la qualité des services offerts en français dans les institutions gouvernementales fédérales, trop souvent négligés selon eux. « Les francophones savent maintenant qu'ils peuvent aller contre gouvernement, remarque M^{me} Lalonde. Grâce au jugement, nous allons nous sentir plus confiants quand nous allons nous adresser à eux. »

Le gouvernement de Mike Harris n'a toujours pas réagi au jugement favorable à l'hôpital Montfort. « Nous soutenons les services en français et nous allons continuer de le faire », s'est borné à dire le ministre ontarien de la Santé, Tony Clement, joint par *La Presse* en début de soirée, hier. Tout juste avant, il avait confirmé que le gouvernement Harris allait étudier soigneusement le jugement d'environ 70 pages avant de décider s'il allait ou non porter la cause en Cour suprême.

Un nouvel appel du gouvernement ontarien n'effraie ni M^{me} Lalonde ni M. Arès. « Personnellement, j'aimerais voir une décision de la Cour suprême du Canada dans le dossier de l'hôpital Montfort, parce qu'elle s'appliquerait partout au pays », explique-t-il, confiant. L'avocat croit cependant que les gouvernements, eux, ne veulent pas voir une telle décision, qui donnerait de nouvelles armes légales aux minorités linguistiques du pays.

QUEL REMÈDE POUR L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS ?

Le dilemme de Rémy Trudel

Presse Canadienne

Le ministre de la Santé, Rémy Trudel, examinera toutes les possibilités, dont l'abolition pure et simple du régime d'assurance-médicaments, a affirmé Le Soleil hier.

Le ministre de la Santé Rémy Trudel proposera quatre solutions aux Québécois pour atteindre le déficit zéro dans le régime d'assurance-médicaments, qui sera en déficit de 194 millions \$ à la fin de l'exercice 2001-2002.

« Le régime d'assurance-médicaments, c'est une compagnie d'assurances et il faut qu'on paie. La question, maintenant, c'est qui doit payer ? » a déclaré le ministre Trudel en entrevue au quotidien de la capitale.

M. Trudel a fait part de ses quatre propositions avant même de mettre la main sur le rapport de l'économiste Claude Montmarquette, à qui Pauline Marois avait demandé de faire des recommandations sur l'avenir du programme d'assurance-médicaments.

Les coûts du régime d'assurance-médicaments augmentent de 15 à 20 pour cent par année depuis sa création en 1997. Ils atteindront la somme de 1,88 milliard \$ cette année pour la couverture de 3,2 millions de Québécois.

La première solution évoquée par le ministre serait l'augmentation de la contribution des adhérents au régime public d'assurance-médicaments, de façon à atteindre l'équilibre entre les coûts des médicaments et les revenus du régime. On

pourrait hausser la prime annuelle d'adhésion, qui est actuellement de 385 \$ et qui a déjà plus que doublé depuis l'entrée en vigueur du régime. On pourrait aussi demander aux assurés de payer plus de 25 pour cent du coût de leurs médicaments, tout comme on pourrait augmenter la franchise mensuelle de 8,33 \$.



Rémy Trudel

La deuxième solution serait la création d'un « régime catastrophe », selon les mots employés par le ministre. Les assurés paieraient une prime annuelle, en plus de payer eux-mêmes leurs médicaments jusqu'à un certain seuil. Au-delà du montant

établi, c'est le régime d'assurance gouvernemental qui paierait le reste de la note. L'abolition du régime figure dans la liste des propositions. En fait, on pourrait choisir de revenir en arrière, à l'époque où le gouvernement offrait les médicaments gratuits aux bénéficiaires de l'aide sociale et aux personnes âgées à faible re-

venus. Le reste de la population devrait se tourner vers les compagnies d'assurances privées. « Je ne suis pas un partisan de cette option », a dit le ministre Trudel, qui considère le régime public comme un acquis social important. « Pour moi, c'est une solution de tout dernier recours, mais il faut qu'elle soit sur la table pour que les Québécois puissent se prononcer. »

Enfin, le quatrième scénario envisagé par Rémy Trudel est la mise en place d'un « régime universel et contributoire ». En clair, ce serait la fin des assurances privées pour les médicaments. Tous les Québécois seraient inscrits au régime public et paieraient une prime d'assurance, sauf les gens âgés à faible revenu et les assistés sociaux qui bénéficieraient d'une couverture gratuite. Le gouvernement continuerait de verser les sommes requises pour l'achat des médicaments de ces deux groupes.

Le ministre de la Santé amorcera le processus de consultation sur l'assurance-médicaments en janvier. Les changements au régime devront être apportés dès le début du prochain exercice financier, en avril 2002. « On ne peut pas traîner ça », dit M. Trudel, ajoutant qu'il faut rapidement résorber le déficit. « Mais je ne peux pas m'imaginer qu'on va renoncer à cette mutuelle de solidarité sociale. »

Designs exclusifs en 14k, 18k et platine

Bijoux et montres de haute distinction.

EVEREST CHERBAKA

Joaillerie - Bijouterie Depuis 1950

8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec) H2M 1R9

Tel (514) 388-5358

ROLEX • BREITLING • RAYMOND WEIL • TAG HEUER • GUCCI

loto-québec résultats

loto 649 Tirage du 2001-12-08 02 03 04 18 28 43 Numéro complémentaire: 15	Québec 49 Tirage du 2001-12-08 02 12 13 35 39 45 Numéro complémentaire: 19	
Banco Tirage du 2001-12-08 09 11 14 16 18 26 27 32 33 36 38 39 47 51 54 58 60 64 69 70	Quotidien Tirage du 2001-12-08 3 4 337 8820	Extra Tirage du 2001-12-08 NUMÉRO: 929634
Super 7 Tirage du 2001-12-07 04 13 15 18 24 27 29 Numéro complémentaire: 47	GAGNANTS 7/7: 0 6/7+: 7 6/7: 208 5/7: 11 482 4/7: 238 343 3/7+: 222 842 3/7: 1 962 409	LOTS 15 000 000,00 \$ 72 792,90 \$ 2 143,50 \$ 138,70 \$ 10,00 \$ 10,00 \$ participation gratuite

Ventes totales: 28 327 546 \$
Prochain gros lot (approx.): 19 000 000 \$

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

VENTE RÉCLAMATION D'ASSURANCE

SUITE À UN IMPORTANT SINISTRE SURVENU CHEZ UN GRAND FABRICANT DE MANTEAUX ET DE COSTUMES AU CANADA. PLUS DE 1 800 COSTUMES, 2 500 MANTEAUX, 1 500 VESTES DE SPORT ET PANTALONS DOIVENT ÊTRE ÉCOULÉS. LE STOCK SE COMPOSE PRINCIPALEMENT D'ARTICLES EN FINE LAINE ITALIENNE OU ANGLAISE, Y COMPRIS DES SUPER 100, DES SUPER 120 ET DU CACHEMIRE. IL S'AGIT DE MARCHANDISES DE TOUTE PREMIÈRE QUALITÉ QUI DOIVENT ÊTRE VENDUES AU-DESSOUS DU PRIX DU MANUFACTURIER. **NOUS NE VENDONS PAS UN SURPLUS DE STOCK. NOUS NE VENDONS PAS UN STOCK EN ÉTAT DE PANIQUE. NOUS VENDONS DE LA MARCHANDISE DE PREMIÈRE QUALITÉ.** SELON NOUS LE PRIX RÉGULIER DES HABITS VAUT ENTRE 600\$ ET 700\$ ET LES MANTEAUX DE 700\$ ET 800\$

HABITS POUR HOMMES 169 ⁹⁴ \$ + taxes	MANTEAUX POUR HOMMES 169 ⁹⁴ \$ + taxes	VESTONS SPORT POUR HOMMES 139 ⁹⁴ \$ + taxes
SPÉCIAL # 1 1 HABIT + 1 MANTEAU 320\$ + taxes	SPÉCIAL # 2 12 ARTICLES 1 656\$ + taxes	
SPÉCIAL # 3 POUR UNE PLUS PETITE FAMILLE 12 ARTICLES 852\$ + taxes		
L'ENSEMBLE IMBATTABLE ACHÉTEZ 3 ARTICLES 488\$ + taxes		
PETIT OU GRAND NOUS L'AVONS	HAUTE QUALITÉ	SMOKING
HABIT DE DIRECTEUR EN BAS DU PRIX DE GROS		

950, BOUL. SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE
AU NORD DE LA TRANSCANADIENNE,
Lun. - Mar. 10h à 18h - Merc. - Jeu. - Ven. 10h à 21h
Sam. 9h à 17h - Dim. 10h à 17h

CRESCENT Encanteurs Liquidateurs Récupérateurs

YING CHEN, DANY LAFERRIÈRE, ALBERTO MANGUEL, KEN WIWA, MOSES ZNAIMER

Passages vers le Canada

LES AUTEURS CANADIENS PARTAGENT LEURS HISTOIRES D'IMMIGRATION

PRESSE
Le recueil de nouvelles paraît dans *La Presse*.

TELEVISION
Les entretiens avec les auteurs sont diffusés le lundi sur Book Television et le mercredi sur Canadian Learning Television.

WEB
Partagez votre propre histoire d'immigration sur le site www.passagesverslecanada.com

Un projet éducatif de l'Institut Dominion.

Citizenship and Immigration Canada / Citoyenneté et Immigration Canada

THE GLOBE AND MAIL | La Presse | excite CANADA

BOOK TELEVISION THE CHANNEL | LEARNING TECHNOLOGY | HISTORICA | BARRON'S EDUCATIONAL SERVICES

OUVREZ UNE FENÊTRE SUR LES FÊTES

RECETTES
LECTURES
IDÉES CADEAUX
MAGASINAGE
DÉCORATION

cyberpresse.ca
CHAQUE MINUTE COMPTE
www.cyberpresse.ca/fetes

Gendarmes : « Ras le képi »!



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

Les gendarmes et policiers français en ont « ras le képi », version en uniforme de l'expression « en avoir plein les bottes ». Pour des raisons souvent similaires, mais pas toujours. Avec un résultat en tout cas unique : à quelques semaines d'intervalle, les deux corps chargés de « garder la paix » dans le pays sont massivement descendus dans la rue.

Au mois de novembre, diverses manifestations à travers la France ont réuni environ 40 000 policiers, soit le tiers des effectifs nationaux. Quant aux gendarmes, à qui leur statut « militaire » interdit pourtant toute manifestation publique, ils ont été 24 000 (sur 90 000) à descendre dans la rue. Du jamais vu dans le pays, de la part des forces de l'ordre.

La réaction du gouvernement était prévisible face à une telle menace, d'autant plus qu'on est désormais en période préélectorale, que le premier ministre Jospin est candidat presque déclaré à la présidentielle du mois de mai prochain, et que sa préoccupation première consiste à éviter, si possible, une crise sociale majeure. Résultat pratique : après avoir fait mine de résister très brièvement aux revendications des « képis », les ministres concernés ont pratiquement cédé sur toute la ligne.

Le 29 novembre dernier, le ministre de l'Intérieur (en charge de

la police) accordait globalement un rallonge budgétaire de 2,5 milliards de francs (plus de 500 millions de dollars canadiens) en augmentations de salaires, recrutement de personnel et achat de matériel. Hier matin à Paris, le ministre de la Défense — responsable de la gendarmerie —, ne tentait même pas de résister aux pressions, et acceptait toutes les demandes formulées, en matière de création de nouveaux postes, de conditions de travail et de rémunération (un treizième mois d'un seul coup).

La gendarmerie fait partie de ces étranges et très anciennes institutions — que la France partage avec d'autres pays latins, comme l'Espagne ou l'Italie. La gendarmerie date de 1791 et, pour des raisons historiques, est demeurée partie intégrante de l'armée, même après la création de la police nationale, plus nombreuse. Division des tâches : les gendarmes sont pour l'essentiel assignés aux zones rurales et aux petites villes de province, alors que la police nationale s'occupe de Paris et des grandes villes.

C'est du côté de la police que s'est produite début novembre l'explosion du mécontentement.

À cela une raison fondamentale : la montée de l'insécurité et de la violence dans les banlieues de Paris et des grandes villes, et les conditions de travail de plus en plus

difficiles des policiers de terrain.

C'est devenu une rengaine, mais cela demeure vrai : certaines zones urbaines — tel le département de Seine-Saint-Denis, banlieue nord de Paris — sont devenues en bonne partie des zones de non-droit où les policiers, s'ils ne viennent pas en détachements armés, sont reçus avec des insultes, des jets de pierre. Le problème quotidien le plus courant pour eux : les petits et moyens délinquants, parfois mineurs, qui n'ont aucune peur de l'uniforme ou même de se faire embarquer car ils savent qu'ils seront aussitôt relâchés. D'où le sentiment d'impuissance et de frustration de ces policiers « de proximité », harcelés en permanence et à qui leurs supérieurs conseillent surtout d'éviter tout incident de nature à provoquer une émeute locale, avec voitures incendiées, saccages en tout genre, parfois attaques de commissariats !

Une « bavure judiciaire » survenue début novembre a mis le feu aux poudres. Un dangereux récidiviste, en attente de son procès pour hold-up, avait été remis en liberté provisoire parce que les délais de détention préventive avaient été atteints. Quelques jours plus tard, ce même truand était responsable du meurtre de deux policiers au cours d'un contrôle d'identité.

Les « flics », déjà excédés par la loi récente sur la présomption d'innocence, qui accordait des droits

supplémentaires aux personnes arrêtées, manifestaient alors leur ras-le-bol général : contre le « laxisme » des juges (surtout débordés faute de moyens), contre leur sous-équipement (voitures, gilets pare-balles, etc.), contre le manque de personnel. En réalité, les forces de l'ordre en France sont presque deux fois plus nombreuses qu'en Grande-Bretagne — mais une partie importante d'entre elles sont affectées à diverses tâches officielles (manifestations, visites d'État, protections de ministères et ambassades, etc.).

Il y a des moments de crise où, soudain, toutes les rancœurs resurgissent en même temps. L'infortuné ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, s'est donc trouvé confronté à une liste impressionnante de revendications, concernant aussi bien le manque d'effectifs que les salaires ou l'application de la fameuse loi sur les 35 heures hebdomadaires. Ayant déjà lâché beaucoup de concessions lors d'une première ronde de négociations le 19 novembre, mais sans désamorcer le moins du monde le conflit, le ministre se résignait à céder sur le reste 12 jours plus tard. Et, sur un budget de la police déjà en forte augmentation, Daniel Vaillant rajoutait à la louche quelques centaines de millions de dollars, sans trop se soucier du creusement du déficit budgétaire. Tout plutôt que de laisser le feu s'étendre à six mois de la présidentielle !

Ayant lâché autant du premier coup, ou presque, le gouvernement pouvait se douter qu'il avait ouvert la boîte de Pandore. Ça n'a pas raté : aussitôt on a vu les gendarmes entrer en scène à leur tour.

Même si les problèmes — équipements, conditions de travail — sont parfois similaires, les situations sur le terrain sont fort diffé-

rentes. Même si des gendarmes sont, chaque année, tués en aussi grand nombre que les policiers, notamment dans des affaires de terrorisme ou de grand banditisme, les gendarmes ne sont pas en contact permanent avec le banditisme urbain et, surtout, la petite délinquance violente.

En revanche, leur statut professionnel demeure extrêmement bizarre. Parce qu'ils sont des militaires à part entière, les gendarmes vivent presque tous dans des casernes avec leur famille. On les déplace en moyenne tous les cinq ans d'un bout à l'autre du pays. Les semaines de travail peuvent atteindre 70 heures. Et, bien entendu, toute idée de revendication syndicale ou de protestation est exclue, puisqu'il s'agit de l'armée. On aura beau rappeler que les gendarmes prennent leur retraite à 50 ans, ce qui est un fameux privilège, leurs conditions d'existence appartiennent tout de même à un autre âge. Ayant été soudain interpellés par la grogne des policiers — jusque-là payés quelque 10 % de plus qu'eux en moyenne — ils ont décidé de prendre en marche le train de la revendication. Pour leur propre compte. Et avec un succès total.

Cette reculade quasi-instantanée du gouvernement sur deux fronts aussi sensibles n'est pas passée inaperçue dans le pays. Une autre catégorie professionnelle qui a de bonnes raisons de se plaindre de son sort — les médecins internes dans les hôpitaux — est déjà entrée dans le bal à son tour et a entamé une grève perdue des urgences et des soins pour obtenir une sérieuse revalorisation de son salaire.

Sur le front social, toujours très agité en période préélectorale, les mois qui nous séparent des scrutins de mai-juin 2002 risquent d'être longs.

Les gendarmes prennent leur retraite à 50 ans. Pourtant, leurs conditions d'existence appartiennent tout de même à un autre âge.

Célébrités...



Dorénavant consoeurs de leur père

Me Pascale Closson-Duquette, de Bombardier Produits récréatifs, et Me Marie-Noëlle Closson-Duquette, de l'ADISQ, ont rejoint depuis peu leur père, Me Jean-Paul Duquette, à titre de membres du Barreau du Québec. Bien qu'ayant depuis ce temps perdu leur droit de parole, leur mère, Michèle Closson, leur frère, Jean-Sébastien et le conjoint de Pascale, Maxim Labrie les en félicitent très chaleureusement!



80e ANNIVERSAIRE DE MADAME MARGO NOLET

Bonne Fête maman de tes enfants, Carole, Diane, Jean-Marc et Marie-France.

Célébrités...

Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais : 1-866-987-8363

Huit immigrés clandestins retrouvés morts

Associated Press

DUBLIN — Huit immigrés clandestins, dont trois enfants, ont été découverts morts et cinq autres dans un état « semi-comateux », hier, dans le conteneur d'un camion de marchandises à Wexford, dans le sud-est de l'Irlande, selon la police.

Les autorités ignoraient la nationalité des victimes, mais l'un des survivants, âgé de 17 ans, interrogé par la police, parle turc.

Cette macabre découverte a été faite par le chauffeur du camion, qui avait entendu des coups faibles et des gémissements à l'arrière. Le conteneur, qui transportait des meubles de bureau, avait d'abord voyagé par rail entre l'Italie et la Belgique. Puis, il avait été chargé sur un bateau cargo qui avait quitté mardi le port belge de Zeebrugge. Le bateau avait également fait escale en Allemagne.

Le conteneur était arrivé jeudi dans le port irlandais de Waterford. Le chauffeur du camion l'avait chargé sur son poids lourd hier matin et devait livrer les meubles à Dublin, la capitale. Il s'est arrêté une soixantaine de kilomètres plus tard lorsqu'il a entendu des bruits sourds à l'arrière.

« C'est lorsque le chauffeur a ouvert

l'arrière du conteneur qu'il a fait la macabre découverte », a raconté le commissaire John Farrelly, porte-parole de la police. « C'est très difficile de dire combien de temps ils ont pu rester dans ce conteneur. »

Les huit personnes décédées sont quatre hommes, une femme et trois enfants (un garçonnet de quatre ans, un garçon et une fille de 10-11 ans). Les cinq autres — quatre hommes et une femme —, âgés de 17 à 35 ans, ont été transportés à l'hôpital général de Wexford où elles se trouvaient dans un état très grave. « Ils sont extrêmement malades, semi-comateux et déshydratés », a précisé Audrey Lambourn, porte-parole de l'établissement.

En état de choc, le chauffeur a dû recevoir des soins tandis que le parking de la zone industrielle sur lequel se trouvait le camion a été bouclé. Des hommes du service d'immigration ont été envoyés sur place.

Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, a condamné les auteurs de ce trafic de clandestins et promis qu'aucun effort ne serait épargné pour les retrouver et les traduire en justice. « Les personnes impliquées dans le trafic cruel d'êtres humains ont commis une nouvelle atrocité sur les victimes de leur cupidité », a-t-il déclaré.

Selon le commissaire Farrelly, les clandestins ne sont pas montés tout seuls dans le conteneur et ont forcément bénéficié d'une aide extérieure. Mais la police ignore à quel endroit et à quel moment ils ont été chargés dans le conteneur.

Le commissaire Farrelly a souhaité la coopération des polices italienne, belge et allemande pour retrouver les auteurs de ce trafic. « Toutes les forces de police d'Europe sont informées de la situation », a prévenu le porte-parole. « Espérons que nous retrouverons les responsables et que cela ne se reproduira jamais. »

Depuis le boom économique irlandais du milieu des années 90, l'Eire — surnommée le « Tigre celtique » — est devenue une destination de plus en plus prisée en Europe occidentale de la part des demandeurs d'asile. Pour tenter de freiner l'afflux de clandestins vers ce pays, les autorités françaises ont autorisé la présence de policiers irlandais dans les ports de l'Hexagone d'où partent des ferries à destination de l'Irlande.

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

Repas complet pour Noël—1,97\$



Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou fournir d'autres services essentiels aux personnes qui ont faim, qui sont sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal en cette période de Noël.

Pour seulement 1,97\$ vous pouvez procurer un repas chaud ou d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- 19,70\$ pour aider 10 personnes
- 39,40\$ pour aider 20 personnes
- 59,10\$ pour aider 30 personnes
- 78,80\$ pour aider 40 personnes
- 197\$ pour fournir 100 repas ou des services essentiels
- \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit Visa/MasterCard/AMX, veuillez composer le 514-523-5288.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.

Nom _____
 Adresse _____ App. _____
 Villes/Prov./Code Postal _____
 Téléphone () _____
 Courriel _____ @ _____

Veillez faire votre chèque payable à:
LA MISSION BON ACCUEIL
 C.P. 894, Succursale St-Jacques, Dépt. 53763
 Montréal, QC H3C 2V8
 Situé au: 1490 rue Saint-Antoine ouest
 www.mbawhm.com

Le numéro d'enregistrement de la Mission Bon Accueil, un organisme de charité, est le BN10819 5215 RR0001.

NOTRE 109^e ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL

loto-québec
Célébration 2002
 1 Land Rover (ou 60 000 \$)
 Tirage du 2001-12-08 582B625

2001-12-01 850C154	2001-12-05 529F647
2001-12-02 213F687	2001-12-06 106D269
2001-12-03 145E905	2001-12-07 778F676
2001-12-04 842E989	

(non décomposables)
 Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
 1 Land Rover Discovery chaque jour du 1^{er} au 31 décembre

RETROUVEZ LA PAIX ET LA SÉRÉNITÉ SOUS LA PROTECTION DE L'ICÔNE LA VIERGE ET L'ENFANT

ROSETTE MOCIORNITZA
 PEINTRES D'ICÔNES
 Tél. : (450) 656-0188
 www.iconesmociornitza.com

UN CAHIER MENSUEL > LA PRESSE DE L'AUTO

HABILLEZ VOTRE VOITURE

DES ENTREVUES, DES INFOGRAPHIES ET DES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES SUR LE MONDE DE L'AUTOMOBILE

À NE PAS MANQUER DEMAIN DANS **La Presse**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

9 décembre 2001

Page A9 manquante

PASSAGES VERS LE CANADA

Un havre de tolérance

Depuis les premières colonies au Canada, le phénomène de l'immigration a toujours été inextricablement lié à l'identité de notre pays. L'entrelacement entre l'expérience des immigrants et l'histoire nationale est au cœur de la mosaïque culturelle que les Canadiens célèbrent aujourd'hui. *La Presse* explore ce phénomène par le biais des histoires personnelles de cinq auteurs de renom. Après Dany Laferrière, Ying Chen et Alberto Manguel, voici aujourd'hui un texte de Moses Znaimer. Un prochain dimanche: Ken Wiwa.

MOSES ZNAIMER

L'auteur est un des entrepreneurs de télévision les plus réputés au Canada. Il a entre autres lancé *Much Music*, à Toronto, et *Musique Plus*, à Montréal.

Nous sommes arrivés au Canada en mai 1948 : mon père, ma mère et moi. C'était tout ce qu'il restait. Nous étions des réfugiés de la Seconde Guerre mondiale en provenance d'un camp de « personnes déplacées » situé en banlieue de la ville allemande de Kassel. Rien que d'arriver à ce camp avait été une véritable odyssée. (...)

Il est difficile de savoir si ce que nous pensons être nos premiers souvenirs sont de réels souvenirs ou bien des histoires qu'on nous a racontées lorsque nous étions plus jeunes. (...) Comme pour la plupart des Canadiens aujourd'hui, mon souvenir le plus ancien, qu'il s'agisse d'une histoire racontée il y a longtemps ou d'une image qui a réellement été vécue, est lié au passage d'un endroit en crise à un endroit de refuge.

■ ■ ■

Je vis et travaille à Toronto et dans sa banlieue, une ville qui, d'une façon captivante, est devenue une ville d'immigrants. Lorsque je sors du bâtiment de ChumCity et que je marche le long de la rue Queen Ouest, je suis chaque fois émerveillé de constater la diversité de Toronto. Mais je me demande souvent combien de personnes parmi ces passants sont hantées par des souvenirs angoissants de périodes vers l'inconnu, d'anticipation et de crainte. Les gens qui sont nés et ont été élevés ici ne peuvent avoir qu'une vague idée du nombre impressionnant de leurs concitoyens canadiens qui traînent derrière eux les fantômes d'événements tragiques et d'endroits que notre expérience du « royaume pacifique » ne nous permet même pas de concevoir.

C'est pourquoi je suis si fier de la détermination dont ont fait preuve mes parents en réalisant ce voyage d'un vieux monde brisé aux promesses d'un monde nouveau. Combien de fois au cours de ce périple est-ce que Chaja et Aron ont ravalé leurs appréhensions et poursuivi leur chemin ? Combien de fois en regardant leur jeune fils se sont-ils demandé ce que l'avenir lui réservait et ce qui les attendait, eux ? Je me dis souvent que notre plus grande force réside dans l'immense courage que tant de Canadiens aujourd'hui réservent et ordinaires ont manifesté à l'époque en s'aventurant jusqu'ici.

Ma mère, Chaja, était polonaise et mon père, Aron, est né à Kuldiga, en Lettonie, dans une famille de cordonniers. Il s'est enfui sur une bicyclette empruntée à l'annonce de l'invasion du pays par les nazis. C'était le 22 juin 1941. Chaja est née à Dubienka et a passé son adolescence à Lodz, où sa famille possédait une usine de bas. (...) À l'époque où elle a rencontré Aron, elle était en possession d'une carte de Komsomol, la carte des jeunes communistes, nécessaire à l'obtention de tout emploi et de tous vivres, et avait passé un certain temps dans un kolkhoze, une coopérative agricole. Elle s'était enfuie avec l'aide d'un homme mûr qui s'intéressait à elle. Elle lui avait ensuite échappé aussi et, confiante, s'était approchée de Aron sur un bateau qui quittait Markstadt quand elle l'avait entendu murmurer un air yiddish familier.

Ainsi commença leur épopée épique faite de survie, de déménagement constant vers l'est et le sud, de leur mariage, de la naissance de leur premier enfant, Moses, à Kurlab, au Tadjikistan, une des républiques d'Asie centrale qui formaient l'ancienne URSS. Aron était intuitif. Il savait toujours quand il était temps de partir, et à chacune de leurs escales, ils laissaient de jeunes amis qu'ils ne reverraient plus jamais. Chaja était perspicace et avait un don magique pour se faire des amis.

À l'époque, Aron travaillait dans une grainerie et fut accusé d'avoir triché sur le poids. En réalité, quelqu'un avait faussé les balances. C'était en période de guerre et il encourrait la peine de mort. Il fut arrêté et interrogé par la terrible NKVD, la police secrète. Chaja, du haut de ses 4 pieds 10 et de ses 90 livres, réussit, grâce à toutes sortes de ruses, à obtenir un entretien avec la femme du procureur. Cette connexion et le don du seul bien de valeur qu'Aron possédait, un stylo Saint-Moritz, lui assura sa liberté et leur donna assez de temps pour découvrir le vrai coupable.

Aron avait eu la clairvoyance d'utiliser le



« Je m'identifie à tous les nouveaux arrivants et je croise les doigts en pensant à chacun d'eux. J'ai vécu leurs luttes et leurs difficultés, le choc d'une langue nouvelle, l'adaptation à une culture différente tout en essayant de s'accrocher aux traditions anciennes. »

— Moses Znaimer

nom de famille de Chaja, Epelzweig, plutôt que le sien, et la famille put ainsi quitter l'URSS lors du rapatriement des Polonais après la guerre. (...) Nous avons réussi tous les trois à émigrer au Canada. Nous avons accosté au port de Halifax à bord d'un bateau à vapeur reconverti conçu à l'origine pour le transport des troupes, le SS Marina Falcon. De là, nous nous sommes rendus en train à Montréal, au Québec, où Aron a retrouvé deux membres de sa famille vivants, nos parents à l'immigration : tante Lina et son fils Gershon Goldberg. C'est ainsi que sept ans plus tard, en 1955, j'ai été « naturalisé » citoyen canadien. J'ai toujours aimé le terme naturalisé, qui semble signifier que la vie qui a précédé cet événement était d'une certaine façon contre nature, ce qui fut le cas en effet.

■ ■ ■

Je me souviens avec intensité de deux épisodes datant de la période précédant notre arrivée au Canada. L'un d'eux a trait à la nourriture et l'autre à la boisson, ce qui n'est pas si surprenant étant donné que nous étions en période de guerre. Les deux, cela ne fait aucun doute, ont été réellement vécus : non seulement je m'en souviens mais j'en ai encore le goût à la bouche.

Dans le premier souvenir, je suis allongé sur mon lit de camp et ma mère me tend un morceau de pain. La croûte est chaude et a été frottée à l'ail et passée au four avec des petits morceaux d'ail glissés à l'intérieur. C'est on ne peut plus simple. Je me mets à pleurer tellement c'est bon. C'est plutôt bizarre. Avais-je faim ? Était-je malade ? Je ne m'en souviens pas.

Dans le deuxième, des soldats venus au camp m'offrent une boisson inconnue. C'est froid, foncé, sucré, effervescent et j'adore ça ! Quand je retourne dans notre caserne j'en parle à mes parents mais ils n'ont aucune idée de ce que cette boisson peut être. Les jours et les semaines qui suivent, j'essaie de retrouver les soldats pour y goûter à nouveau. Était-ce de la bière ? De la kvass (une boisson russe faite à base de pain noir) ? Était-ce du thé glacé très fort et sucré ? Rien de tout cela ! Ce n'est qu'une fois installé à Montréal et après avoir goûté à mon premier Coca-Cola acheté en magasin que j'ai réalisé ce que cette friandise avait été. Le plus extraordinaire était qu'une chose aussi rare et inconnue dans le camp fut disponible ici dans toutes les glaciers et dans toutes les

épiceries de quartier, pour seulement cinq puis plus tard sept cents.

C'est à partir de notre arrivée au camp de personnes déplacées de la zone américaine de l'Allemagne occupée que les souvenirs commencent à former une image certaine. C'est à ce moment que mes propres histoires commencent, et l'une d'elles comprend des munitions que deux compagnons de jeu et moi avons trouvées dans un ruisseau près du camp. Vers la fin de la guerre, des quantités de munitions, de grosses balles de mitrailleuses et d'obus avaient été jetées dans ce ruisseau — par l'armée en retraite, j'imagine. Nous nous amusons à les repêcher et à essayer de les faire exploser. Un adulte se dirige vers nous au moment où je soulève un obus de mortier et que je m'apprête à la frapper contre une roche. Il se met à hurler et à courir vers moi en gesticulant. Je le laisse

tomber et me mets à courir. Il me poursuit jusqu'à un bâtiment abandonné. Aujourd'hui, je sais qu'il s'inquiétait seulement pour notre santé mais à l'époque, sa résolution m'avait effrayé. Je m'enfuis en sautant du deuxième étage du bâtiment bombardé. C'est très haut et je me réveille le lendemain avec une sérieuse hernie.

■ ■ ■

C'est grave. Notre immigration au Canada tant attendue dépend des résultats positifs d'une visite médicale. Alors, avant la visite, on me ligote littéralement pour que je reste tranquille et, à bord du bateau et après avoir accosté, on dissimule la hernie avec des bandes. Mon état n'a jamais été découvert par les autorités mais même des années plus tard, maman avait toujours la crainte que les services de l'immigration viennent frapper à la porte en disant : « Eh, vous ! Attendez une minute ! »

Pendant ce passage vers le Canada de deux semaines à bord du bateau reconverti, je me souviens d'un océan Atlantique fougueux, de mes parents dans la cale, malades à mourir et moi tout seul, traînant avec les marins et le premier homme noir que j'ai rencontré de ma vie. Je me souviens des grands abris où les nouveaux arrivants sont passés en revue lentement. Puis un long voyage en train, et enfin, Montréal.

Je suis immédiatement envoyé à l'hôpital pour ma hernie. Soudain, écarté du yiddish, de l'allemand, du russe, du polonais, du letton, de l'hébreu et de je ne sais quelles autres langues dans lesquelles j'avais baigné, j'en reviens, deux semaines plus tard, avec une maîtrise fonctionnelle de l'anglais et

plusieurs mots assez colorés de français.

Le premier métier de Aron au Canada fut celui de repasseur, et Chaja fut engagée dans une boulangerie. Nous nous sommes installés au 3^e étage d'un immeuble sans ascenseur de la rue Saint-Urbain. Ma soeur Libby et mon frère Sam y sont nés et Chaja continua à travailler. Aron retrouva sa soeur Becky qui avait réussi à s'enfuir en Rhodésie du Nord. Parmi tous les autres frères et soeurs de mes parents, elle était la seule survivante.

Par la suite, Aron a pu ouvrir un petit magasin de chaussures, mais il n'avait pas le goût des affaires. Dès qu'il trouvait un moment, il se plongeait dans la lecture de ses livres favoris. Il pouvait savourer un journal pendant une journée entière. Bien que le samedi était le jour le plus bénéfique de la semaine pour les ventes, il souhaitait le moins de clients possibles afin de pouvoir écouter *En direct* du Metropolitan Opera dans l'arrière-boutique.

Chaja est devenue serveuse, ou du moins c'est le titre qu'on lui avait attribué. En réalité, elle gérait une grilladerie qui marchait très bien pour un certain Damon Runyan, dont la clientèle comprenait Jimmy the Book et Obie the Butcher. Outre le service des tables, elle était également chargée des commandes, de la tenue des comptes, et servait de mère et de confidente à un personnel digne d'un roman-feuilleton. Elle était toujours reconnaissante de pouvoir travailler et ne pensait jamais être exploitée, bien que nous étions convaincus du contraire. Chaja ne s'est jamais remise de la perte de toute sa famille. C'était un trou noir dans son esprit auquel elle ne nous laissait jamais accéder et nous connaissons à peine les noms de tous les Epelzweig. Mais elle s'est reconstituée une nouvelle famille élargie, les « Kollezhanke », un groupe de femmes immigrées qu'elle a considérées comme ses soeurs jusqu'à sa mort.

■ ■ ■

Nos parents se sont sacrifiés pour leurs enfants, travaillant pendant des heures interminables à des emplois qu'ils n'aimaient pas. Grâce à eux, nous avons bénéficié d'une excellente éducation, de l'amour d'apprendre, de l'amour de la culture juive et de beaucoup d'indépendance. Ils nous ont permis un accès facile à l'éducation, mais pour mes parents, l'éducation fut une récompense après de longues années de lutte acharnée. Après sept ans d'école du soir, Aron a obtenu son baccalauréat en études juives de l'Université Concordia. Il avait 72 ans et ce fut l'accomplissement dont il a été le plus fier. Une fois à la retraite, Chaja a fait deux ans d'études et a reçu un diplôme de gérontologie du Collège Marie-Victorin. À son habitude, elle s'y est fait de très bons amis de tous les milieux, notamment un prêtre anglican qui est devenu un habitué de nos seders de Pessah.

Aron et Chaja étaient extrêmement dévoués l'un pour l'autre. Pendant qu'elle s'occupait de Aron lorsqu'il était mourant, Chaja négligeait sa propre santé. Aron est décédé en février 1992 et Chaja en novembre 1993. Ils n'auront jamais vu ce qui aurait été leur plus grande joie : la naissance de leurs petits-enfants. Leith Aron est né trois semaines après la mort de Chaja, de mon frère Sam et de sa conjointe Lesley Stalker. Sa soeur, la petite Chaja, est arrivée en mai 1997.

Pour un enfant, être apatride et en fuite a aussi ses bons côtés. On visite le monde, on apprend des langues nouvelles, on découvre d'autres musiques et on goûte à des plats différents. On se rend compte de la richesse du monde et on découvre le plaisir de s'ouvrir à des gens et des cultures différentes.

Avant même de commencer l'école élémentaire, j'avais déjà vécu une guerre mondiale et participé à un dangereux périple autour du monde. Ces expériences avaient fait de moi un enfant confiant et sûr de lui.

Ce fut bien différent pour mes parents. Malgré leurs extraordinaires qualités, la capacité de ressentir de la joie a été à jamais anéantie en eux. Un nuage sombre s'installait toujours au-dessus de toute chose. Nous étions des survivants et en tant que tels, nous avions appris à garder un profil bas. Je n'ai pas été élevé à aller conquérir le monde. On m'a appris à être reconnaissant de ne pas avoir été tué sur les routes ou envoyé au four. Avant tout, je devais me tenir tranquille. Bien que j'aie toujours été un fils dévoué et toujours eu énormément de respect pour mes parents, c'est une leçon que je n'ai jamais retenue...

Les immigrants s'imaginent toujours qu'ils sont les derniers. C'est ce que je pensais moi-même. Ils pensent qu'ils sont tout à fait en bas du totem qui donne droit au succès et au respect dans la société canadienne et que tous les autres sont au-dessus d'eux en matière de pouvoir et de privilèges. Bien sûr tout cela est faux. Les arrivées sont continues et les réfugiés d'hier constituent l'establishment de demain.

Pourtant, je m'identifie à tous les nouveaux arrivants et je croise les doigts en pensant à chacun d'eux. J'ai vécu leurs luttes et leurs difficultés, le choc d'une langue nouvelle, l'adaptation à une culture différente tout en essayant de s'accrocher aux traditions anciennes. Mais le travail et l'acharnement pour l'amélioration de la situation personnelle sont bel et bien récompensés dans cette partie bénie du globe terrestre. Les quelques restes de notre famille ont trouvé au Canada un havre de tolérance dans un pays de toutes les opportunités et je suis certain qu'eux aussi le trouveront.

cyberpresse.ca On peut lire la version intégrale du texte de Moses Znaimer sur le site

www.cyberpresse.ca/passages

PASSAGES VERS LE CANADA est une initiative de l'Institut du Dominion, un organisme sans but lucratif consacré à la promotion de l'histoire du Canada. L'Institut reçoit un soutien financier du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada. Adresse Internet : passagesverslecanada.com

MONDE

Israël maintient la pression sur Yasser Arafat

On pourrait lui interdire de voyager à l'étranger

JEAN-LUC RENAUDIE
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Israël a maintenu hier la pression sur Yasser Arafat, affirmant son intention de poursuivre les opérations militaires tant que le président palestinien n'aurait pas lancé une action radicale contre les responsables des attentats anti-Israéliens.

Les autorités israéliennes se sont également réservé le droit d'empêcher M. Arafat, coïncé à Ramallah, en Cisjordanie, et dont la participation a été annoncée à une réunion islamique demain au Qatar, de se rendre à l'étranger.

« L'armée israélienne poursuivra ses opérations contre les terroristes et leurs infrastructures tant que Yasser Arafat ne se décidera pas à le faire et se contentera de procéder à des arrestations fictives », a déclaré à l'AFP un responsable israélien sous couvert de l'anonymat.

Il a assuré que son pays riposterait à « chaque attentat et tir de mortier » et accusé M. Arafat de ne rien faire contre « les infrastructures des organisations terroristes telles que le Hamas et le Jihad islamique ou les membres de sa police et des services de sécurité qui se livrent au terrorisme ».

Deux chars israéliens ont pris position en secteur autonome palestinien à Rafah (sud de la bande de Gaza), selon des sources palestiniennes, peu après que l'armée eut

annoncé que trois obus de mortier palestiniens avaient été tirés dans ce secteur. Selon l'armée, qui n'a pas fait état de blessés, deux obus ont été tirés sur une colonie et un troisième s'est abattu au passage d'une patrouille militaire.

Deux hélicoptères Apache israéliens ont lancé dans la nuit de vendredi à hier des missiles sur trois bâtiments des services de sécurité palestiniens dans le sud de la bande de Gaza, détruisant deux de leurs objectifs et endommageant sérieusement le troisième, selon des sources palestiniennes.

L'armée israélienne a affirmé que ces raids, qui n'ont pas fait de victime, étaient une riposte à des tirs de mortier vendredi soir contre une colonie.

Un porte-parole du premier ministre israélien Ariel Sharon a, pour sa part, indiqué que les raids étaient un « avertissement » destiné à démontrer à M. Arafat la détermination d'Israël à faire cesser les attaques palestiniennes.

L'Autorité palestinienne a accusé M. Sharon de chercher à saboter les tentatives de rétablir le calme à la veille d'une réunion du haut comité de sécurité, la deuxième en 48 heures, qui doit se tenir sous l'égide de l'émissaire américain au Proche-Orient Anthony Zinni.

Les raids israéliens ont été menés quelques heures après que M. Arafat eut affirmé, dans une rare interview à la télévision israélienne, avoir fait arrêter 17 des 33 Palestiniens dont Israël a exigé l'arrestation, et clamé sa volonté de paix.

« Je tends la main au peuple israélien pour la paix, dans l'intérêt de nos enfants et des siens », a-t-il

dit vendredi soir.

Un proche de M. Sharon a critiqué hier la direction de la télévision publique, qui a un statut d'autonomie, pour avoir diffusé cet entretien.

« C'est une décision malheureuse, la télévision publique n'avait pas à offrir une tribune à Yasser Arafat qui nous a imposé une guerre responsable du meurtre d'Israéliens », a déclaré ce responsable à l'AFP.

Un autre responsable israélien a indiqué que « toute demande de déplacement d'Arafat sera examinée et nous nous réservons le droit de la rejeter ou de l'accepter en fonction de la situation sur le terrain ».

« Lorsqu'Arafat se décidera à agir sérieusement contre le terrorisme, nous procéderons à un réexamen de la situation », a-t-il dit.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a indiqué peu avant au Caire que M. Arafat pourrait participer à la réunion ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), consacrée à la situation dans les territoires palestiniens, demain à Doha au Qatar.

« Je pense que le président palestinien participera à la réunion et nous devons écouter un rapport sur la situation » dans les territoires palestiniens, a affirmé M. Moussa à la presse.

En Cisjordanie, un enfant palestinien de douze ans a été grièvement blessé hier lors de heurts avec des soldats israéliens au sud de Ramallah, a-t-on appris de source hospitalière.



Photo AP
Ce soldat israélien charge son arme de balles d'acier recouvertes de caoutchouc pour donner la réplique à des Palestiniens qui lui lancent des pierres, à proximité du camp de réfugiés de Kalandia, sur une route qui mène de Jérusalem à Ramallah, en Cisjordanie.

EXPRESS INTERNATIONAL

Géorgie | Otages libérés

DEUX OTAGES espagnols, enlevés le 30 novembre 2000 à Tiflis en Géorgie, ont été libérés hier, a annoncé le directeur de l'Office international diplomatique (OID) Alberto Aza. Les deux entrepreneurs espagnols Francisco Rodriguez et Luis Tremiño, devraient arriver mardi à Madrid, a-t-il précisé, expliquant que les plus hautes autorités espagnoles avaient été prévenues. Le haut fonctionnaire a également remercié les autorités géorgiennes de leur aide. Les deux entrepreneurs sont en bonne santé et ont pu parler au téléphone avec leurs familles. — d'après AFP

Cachemire | Une embuscade fait neuf morts

NEUF PERSONNES, dont cinq civils, ont été tuées et une vingtaine d'autre civils blessés hier à Baramullah (55 km au nord de Srinagar, capitale d'été du Cachemire indien) dans un échange de coups de feu entre soldats indiens et combattants musulmans séparatistes, selon des témoins. Les militants séparatistes ont tendu une embuscade à l'entrée de la ville à un convoi militaire, tuant un soldat et en blessant sept autres, selon un porte-parole du ministère de la Défense. Selon un porte-parole de la police, deux militants musulmans ont été tués par les tirs des soldats indiens. — d'après AFP

Russie | Saisie d'uranium

LE KILOGRAMME d'uranium saisi mardi dernier auprès d'un gang russe était faiblement enrichi en uranium 235, a indiqué hier le ministère russe de l'Énergie atomique, cité par Itar-Tass. Six membres du gang de Balachikha (est de Moscou) avaient été interpellés dans un café à une vingtaine de kilomètres de la capitale, avant que leur interrogatoire mène à l'arrestation d'un septième membre du groupe qui avait en sa possession 1,068 kilo d'uranium. La police avait indiqué jeudi qu'il s'agissait d'uranium 235, une substance hautement radioactive utilisable pour fabriquer une bombe nucléaire. Il s'agissait en fait de pastilles de combustible utilisées dans les centrales nucléaires, appelé uranium faiblement enrichi, avec une concentration d'uranium 235 de 2,4 %, a indiqué le ministère. L'uranium à usage militaire, hautement enrichi, contient au moins 20 % d'uranium 235. — d'après AFP

Des lauréats du prix Nobel de la paix exigent la libération d'Aung San Suu Kyi en Birmanie

PIERRE-HENRY DESHAYES
Agence France-Presse

OSLO — Des lauréats du Nobel de la paix, réunis à Oslo pour les célébrations marquant le centenaire du prix, ont réclamé d'une même voix hier la libération de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi sans toutefois montrer la même unanimité concernant la formulation d'une déclaration finale commune.

De l'archevêque sud-africain Desmond Tutu à l'ancien président polonais Lech Walesa, une vingtaine de lauréats se sont succédés sous une pluie fine et glaciale pour signer une lettre adressée à la junte militaire birmane et dans laquelle ils demandent « la libération d'Aung San Suu Kyi et de tous les détenus politiques ».

Prix Nobel de la paix en 1991, l'opposante birmane n'a jamais pu faire le voyage d'Oslo pour recevoir sa récompense de peur de ne pouvoir retourner dans son propre pays. Elle est depuis 15 mois en résidence surveillée.

« Du point de vue de la stature morale, c'est une géante », a lancé Desmond Tutu, en évoquant la personnalité de cette femme petite et frêle. « Les hommes puissants ont peur d'elle. Ils sont armés jusqu'aux dents et pourtant ils cavalaient sous le coup de la peur », a-t-il ajouté.

Cet appel a reçu le soutien du premier ministre norvégien Kjell Magne Bondevik tandis qu'un communiqué envoyé par le président américain George W. Bush faisait l'éloge de cette « championne infatigable de la démocratie et des droits de l'Homme », sans néanmoins réclamer sa remise en liberté.

La belle unanimité affichée par les lauréats du Nobel contrastait quelque peu avec les dissensions qui se sont fait jour un peu plus tôt, lorsqu'ils ont tenté de signer une déclaration commune destinée à ponctuer un symposium organisé dans le cadre des festivités du centenaire Nobel.

Ces gardiens de la paix n'ont en effet pas pu s'entendre sur les termes d'un communiqué final dont l'objectif affiché était de mettre en lumière l'attitude dangereuse de certains États. Deux ébauches de déclaration ont circulé entre leurs mains mais aucune n'a pour l'heure reçu l'assentiment de tous.

L'une s'en prend spécifiquement aux dangers du réchauffement climatique et réaffirme la nécessité pour les grandes puissances de respecter les traités sur le désarmement existants. Elaborée à Stockholm — avant les attentats perpétrés aux États-Unis le 11 septembre — par les lauréats des autres prix Nobel (physique, chimie, médecine, littérature, économie), elle a suscité des réticences auprès d'une

poignée de lauréats, qui ont entrepris de rédiger un texte concurrent, dont le contenu n'a pas été dévoilé.

Les lauréats de la paix ont cependant jusqu'à mardi pour parvenir à un accord puisqu'un grand nombre d'entre eux resteront jusqu'à cette date dans la capitale norvégienne. Lundi, ils assisteront à la remise conjointe du prix Nobel de la paix 2001 à l'ONU et à son secrétaire général Kofi Annan.

D'autres vagues risquent d'être provoquées par le directeur de l'Institut Nobel, Geir Lundestad, qui a laissé entendre que le prix Nobel de la paix pourrait prochainement être attribué à un ou des dissidents chinois, une perspective qui a hérisé le régime de Pékin lorsqu'elle a été évoquée par le passé.

« Tôt ou tard, il faudra que l'on s'attaque à la question chinoise » même si des progrès ont été enregistrés sur place en matière de droits de l'Homme, a-t-il affirmé au cours d'une intervention.

Dans le même temps, le président du comité Nobel, Gunnar Berge, a mis en garde les États-Unis et leurs alliés contre une extension de la lutte contre le terrorisme — telle qu'elle est actuellement engagée en Afghanistan — à des États tels que l'Irak ou la Somalie sous peine de provoquer une « catastrophe ».

L'OEA demande une trêve aux leaders haïtiens

d'après AFP

PORT-AU-PRINCE — Le Secrétaire général adjoint de l'OEA, Luigi Einaudi, a appelé les acteurs politiques haïtiens à observer une trêve afin de favoriser la poursuite des négociations pour trouver une issue à la crise politique.

Arrivé mercredi dans le pays, le négociateur de l'OEA a rencontré le président Aristide, les leaders du parti Lavalas (pouvoir) et ceux de la Convergence dé-

mocratique (opposition) dans le cadre des démarches entreprises par l'Organisation pour tenter de résoudre la crise haïtienne après des élections contestées de l'année dernière. « Je crois qu'on doit chercher à trouver une trêve, une trêve de paix, une trêve de réflexion et de négociations pour chercher à sortir de la crise », a déclaré vendredi M. Luigi Einaudi lors d'une conférence de presse en compagnie de plusieurs ambassadeurs, donc ceux des États-Unis et de France.

M. Einaudi a noté que des progrès importants avaient été enregistrés dans les négociations, citant notamment l'accord de principe trouvé en octobre dernier sur la création d'un Conseil électoral indépendant.

Mais, « la peur et le doute » affectent aujourd'hui les pourparlers, a-t-il souligné. Le diplomate a par ailleurs déclaré que le climat de violence actuel dans le pays ne favorisait pas l'engagement des discussions entre les protagonistes.

Venezuela: d'ex-ministres redoutent un imminent coup de force de Chavez

Agence France-Presse

CARACAS — Cinq anciens ministres des Affaires étrangères vénézuéliens ont dénoncé le risque « imminent » que le président Hugo Chavez n'effectue un coup de force en décrétant l'état d'exception à l'occasion de la grève générale prévue demain, a rapporté hier la presse de Caracas.

Ces membres de l'opposition à M. Chavez — Simon Alberto Consalvi, Miguel Angel Burelli, Humberto Calderon Berti, Ramon Escovar Salom et Fernando Ochoa Antich, ministres sous les présidents Jaime Lusinchi (1984-89),

Carlos Andrés Pérez (1989-93) et Rafael Caldera (1994-99) — se disent préoccupés par « la croissante concentration du pouvoir » entre les mains du président, dans un communiqué remis à la presse locale.

Selon eux, cette situation va mener à un coup d'État du président dont la première phase « a déjà eu lieu » avec l'approbation par le chef de l'État de 49 décrets-lois dans le cadre des pouvoirs spéciaux.

« Au Venezuela, il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Tous les pouvoirs publics dépendent de Chavez », a estimé M. Salom.

Ces décrets-lois, concernant notamment les hydrocarbures et la propriété foncière, sont directement à l'origine du mouvement de protestation du patronat vénézuélien, qui a appelé à une « grève civique » pour demain, mouvement suivi par la puissante Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et la plupart des journaux.

Les ex-ministres ont estimé que cette grève « pourrait être gênée ou empêchée par la violence de foules motivées par le ressentiment et subventionnées par le parti officiel », le Mouvement pour la République (MVR).

Le président Chavez a, de son

coté, averti ces dernières semaines contre la possibilité d'un coup d'État de ses adversaires contre son gouvernement, affirmant qu'« ils ne réussiraient pas ».

Relâche pour la « presse d'ailleurs »

La page de Réal Pelletier sur « la presse d'ailleurs » fait exceptionnellement relâche en ce dimanche 9 décembre. Elle reviendra dimanche prochain.



Hugo Chavez, président du Venezuela

ACTUALITÉS

Arrestations pour trafic de stupéfiants dans le métro

RAYMOND GERVAIS

NEUF PERQUISITIONS effectuées dans une station de métro, dans des bars, dans une pizzeria, dans un salon de coiffure ainsi que dans des résidences privées du quartier Côte-des-Neiges à Montréal, ont permis vendredi soir l'arrestation de 19 personnes âgées de 17 à 40 ans, tandis que 14 autres sont recherchées en rapport avec le trafic de stupéfiants dans des stations de métro et dans la rue.

Parmi les 19 personnes qui ont été arrêtées par les policiers, quatre sont des adolescents qui participaient au trafic de drogue et trois sont des femmes. L'enquête policière qui a mené aux arrestations a débuté au mois d'août dernier à la suite de plaintes du public.

Huit personnes ont comparu hier après-midi et ont été accusées de possession de stupéfiants et de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic.

Les policiers ont saisi 250 g de marijuana, 58 g de haschisch ainsi que 15 roches de crack. Une somme d'argent indéterminée ainsi que des objets volés d'une valeur de 10 000 \$ ont aussi été confisqués.

Quatre des personnes arrêtées ont été remises à Immigration Canada pour des infractions aux lois sur l'immigration.

EN BREF

Déontologie policière : de longs délais

LE COMITÉ à la déontologie policière reconnaît que le délai moyen de traitement des dossiers est long. Au cours de l'exercice 2000-2001, ce délai était de 20,3 mois. Mais la situation devrait s'améliorer au cours de la prochaine année, promet le comité dans son rapport déposé récemment à l'Assemblée nationale. « Les délais de mise au rôle et ceux découlant des remises expliquent en grande partie la longueur du délai moyen de traitement. Le volume d'activité au comité a connu au cours des dernières années d'importantes variations qui ont eu un impact direct sur les délais de mise au rôle. »

Presse Canadienne

Le terminus Windsor change de nom

LE TERMINUS Windsor situé à l'angle des rues de la Montagne et de la Gauchetière, deviendra la gare Lucien-L'Allier à compter du 1^{er} janvier 2002. Ce changement de dénomination a été dicté par les résultats d'une enquête auprès du public qui a démontré que l'appellation terminus Windsor était méconnue à l'exception des usagers réguliers. La gare Lucien-L'Allier est au coeur du réseau de trains de banlieue en activité, soit la ligne Montréal-Dorion-Rigaud, la ligne Montréal-Blainville et la ligne Montréal-Delton.

La Presse

Le meurtre de Blake s'éclucide

TROIS DES SEPT hommes interpellés après le meurtre du navigateur néo-zélandais Peter Blake ont été relâchés, mais la police brésilienne recherchait deux autres suspects en fuite dans la région amazonienne du nord du pays. « Nous savons qui ils sont, et c'est seulement une question de temps pour qu'ils soient rattrapés », a déclaré Jose Araujo, membre de la police fédérale, interrogé par téléphone de Macapa, la capitale de l'État d'Amapa située à 2900km au nord-ouest de Sao Paulo. Âgé de 53 ans, Sir Peter Blake dirigeait une expédition visant à étudier le réchauffement de la planète et la pollution.

Association Press

Rappel massif des Jeep Liberty

LE CONSTRUCTEUR automobile DaimlerChrysler procède au rappel de 120 000 véhicules du populaire modèle Jeep Liberty aux États-Unis. On ignore combien de véhicules seront touchés au Canada. Le constructeur veut ainsi régler un problème qui pourrait retarder le déploiement des coussins gonflables. Jusqu'ici, heureusement, aucun incident ou blessure n'est à déplorer à propos de ce vice de fabrication sur les modèles 2002. Les propriétaires seront avisés par courrier de ce rappel.

Presse Canadienne

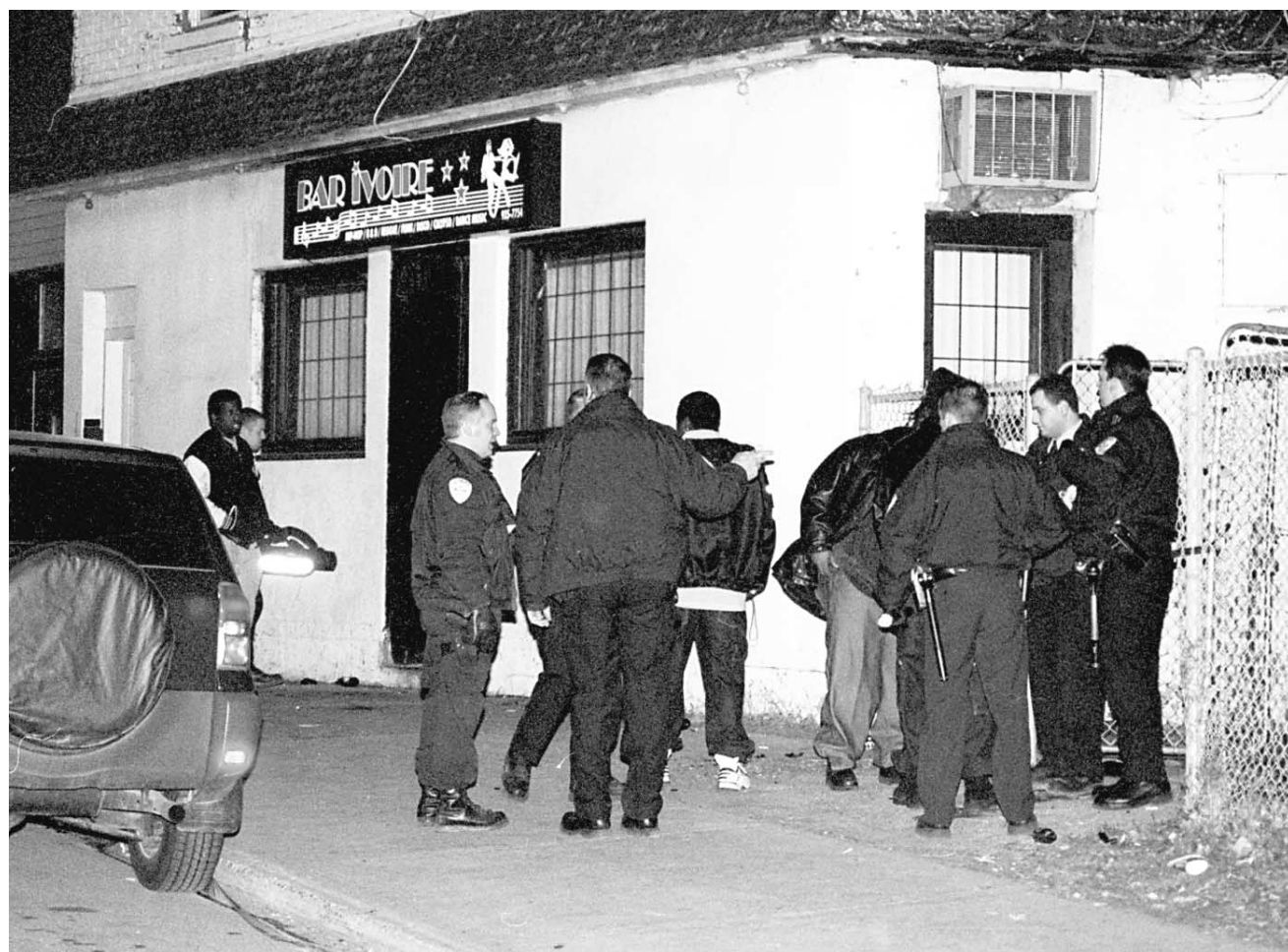


Photo YVON GAGNON, collaboration spéciale, La Presse

Quelques minutes seulement après la fusillade, les policiers ont vu les derniers clients qui sortaient du bar en courant et n'étaient pas intéressés à attendre ou, encore moins, à donner leur version des faits aux policiers.

Abattus dans un bar devant 50 personnes qui n'ont rien vu

RAYMOND GERVAIS

Une cinquantaine de personnes se trouvaient à l'intérieur du bar Ivoire, 4209, rue Notre-Dame Ouest, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, lorsque deux hommes ont été abattus de plusieurs coups de feu, peu avant 3 h samedi, curieusement, personne n'a rien vu, ni rien entendu, même si le débit de boisson est très petit.

Lorsque les policiers sont arrivés sur place, quelques minutes seulement après la fusillade, les derniers clients sortaient du bar en courant et n'étaient pas intéressés à attendre ou, encore moins, à donner leur version des faits aux policiers.

Les deux hommes qui ont été tués sont Jason For-

bes, 26 ans, et Bernard Roberto Rodriguez, 28 ans, deux Jamaïcains très bien connus de la police et possédant des casiers judiciaires en matière de vols qualifiés, de possession d'armes et de trafic de stupéfiants. Ils sont aussi connus de la police comme ayant des liens avec des gangs de rue.

Quelques minutes avant l'attentat, des policiers s'étaient présentés sur place dans le cadre d'un visite administrative auprès des tenanciers de bar. Ils savent qu'il y avait près d'une cinquantaine de personnes sur les lieux lorsque la fusillade a éclaté.

Une des victimes s'est effondrée sur place, tandis que la seconde a réussi à prendre la fuite par la porte arrière, mais s'est effondrée à son tour.

Jusqu'à maintenant, les enquêteurs de la section des homicides de la police de la CUM ne possèdent que très peu d'indices pour élucider ces meurtres et demandent aux témoins de communiquer avec eux au 280-2052, où toute information sera traitée confidentiellement.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

L'épouse de Felipe Terceiro en compagnie de ses enfants à la sortie de l'église.

Funérailles émouvantes pour les victimes de l'Île-aux-Tourtes

ALEXANDRE VIGNEAULT

LES FUNÉRAILLES de deux des trois travailleurs morts noyés lundi dernier dans le lac des Deux-Montagnes ont eu lieu hier matin à l'église portugaise Santa Cruz, rue Rachel, où la famille et les amis de Paolo Mota et Felipe Terceiro s'étaient réunis pour rendre un dernier hommage aux deux ouvriers de 38 ans.

Le service, célébré presque uniquement en langue portugaise, a été entrecoupé de plusieurs témoignages émouvants. Des enfants des deux victimes ont même pris la parole pour dire un dernier au revoir à leurs pères disparus tragiquement.

« Je t'écris cette lettre parce que je veux te répéter combien je t'aime, a dit Andrea, fille de Paolo Mota, avant de rappeler comment l'amour paternel soudait la maison. Tu me manques déjà beaucoup, a dit l'adolescente, la voix étranglée par l'émotion. Je te promets de veiller sur maman, qui a le coeur brisé. »

Lui aussi très ému, le fils de Felipe Terceiro, a dû prendre plusieurs pauses pour se rendre au bout du message d'adieu qu'il voulait livrer à son papa. Un mot simple et touchant qui rendait hommage à un bon père et à un ami qui était un exemple d'amour et de générosité pour son entourage.

« Tu seras toujours en haut pour nous guider. Re-

pose en paix, papa », a-t-il conclu. Durant la cérémonie, le curé de la paroisse Santa Cruz, José Cardoso, a souligné plusieurs fois les « circonstances difficiles » entourant ces décès. « C'est par le travail qu'on fait un monde nouveau, a-t-il commenté, après la cérémonie. Mais il faut s'assurer que les conditions dans lesquelles ce travail se fait sont adéquates. Il faut être exigeant. »

Comme leur collègue Simplício Freitas, 49 ans, dont les funérailles ont été célébrées hier dans l'intimité, Paolo Mota et Felipe Terceiro sont morts noyés lundi après midi sous le pont de l'Île-aux-Tourtes, après que la chaloupe où ils prenaient place eut chaviré à la suite d'une forte bourrasque. Aucun ne portait de gilet de sauvetage.

Les trois hommes travaillaient pour la compagnie Construction DJL de Boucherville, chargée des travaux de réfection du pont. Deux autres travailleurs tombés à l'eau ont pu être sauvés en extremis par une autre embarcation.

La CSST, le coroner et la police de Vaudreuil-Dorion font enquête, comme le Bureau de la sécurité dans les transports.

« Il faut comprendre, il faut savoir pourquoi », a dit un proche ami de Paolo Mota, assurant que les familles et les amis des victimes suivront de près les enquêtes en cours.

Après l'union civile, les droits parentaux

SÉBASTIEN RODRIGUE

L'AVANT-PROJET DE LOI destiné à reconnaître l'union entre des conjoints de même sexe créera une nouvelle catégorie de couple sans pour autant régler la délicate question des droits parentaux, soulignent les porte-parole d'associations de gays et lesbiennes.

Ceux-ci réagissent à l'avant-projet de loi déposé vendredi par le ministre de la Justice du Québec, Paul Bégin. Le ministre propose un concept d'« union civile » qui permettrait aux conjoints de même sexe d'obtenir des droits semblables à ceux de couples hétérosexuels. Les conjoints de même sexe pourraient ainsi consentir aux soins en cas d'incapacité, avoir accès à l'héritage sans testament ainsi qu'au partage du patrimoine familial. Le régime des pensions alimentaires serait également appliqué aux conjoints de même sexe.

L'union civile devrait toutefois inclure les droits parentaux et la filiation, estime Nicole Paquette, coordonatrice de l'Association des mères lesbiennes. « Les parents non biologiques n'ont ni droit ni devoir envers l'enfant », dit-elle. Pour Réal Ménard, député d' Hochelaga-Maisonneuve du Bloc Québécois, le droit au mariage est important, mais il faudra également se pencher rapidement sur la question des enfants des couples gays. « Beaucoup de couples voudront fonder une famille et être reconnu comme parent », fait-il valoir.

Le ministre Bégin s'est quant à lui déjà montré favorable à l'idée de permettre l'adoption. Les droits parentaux vont toutefois plus loin. En Colombie-Britannique, par exemple, deux parents du même sexe peuvent inscrire leurs noms sur le certificat de naissance de leur enfant né grâce à l'insémination artificielle.

De son côté, la Coalition pour la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe et la Table de concertation des lesbiennes et des gays du Québec espèrent que le ministre inclura le droit parental et la filiation dans le projet de loi. Selon la loi actuelle, un seul des deux conjoints peut être reconnu comme père ou comme mère. « S'il y a une rupture, l'enfant peut être privé de pension alimentaire et de visite par un de ses parents », note Irène Demczuk, coordonatrice de la Coalition pour la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe.

Les problèmes se manifestent de plus en plus puisque les premiers enfants nés de l'insémination artificielle ont aujourd'hui entre cinq et dix ans. « Ça veut dire que les enfants d'un couple de même sexe n'ont pas les mêmes droits que les enfants de couples hétérosexuels », dit Pierre Valois, président de la Table de concertation des lesbiennes et des gays du Québec. L'absence de droits parentaux crée aussi des problèmes lors d'une rupture ou du décès du parent biologique.

L'union civile reste néanmoins bien reçue, mais les groupes comptent profiter de la commission parlementaire prévue en janvier pour défendre la question des droits parentaux. « Nous trouvons qu'il s'agit d'un pas en avant, mais ce n'est pas encore l'équivalence avec le mariage », dit Mme Demczuk.

La Coalition pour la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe, qui comprend trois centrales syndicales (CSN, CSQ et FTQ), la Fédération des femmes du Québec et des groupes de défense des gays et lesbiennes, appuie notamment Michael Hendricks et René Leboeuf dans leur bataille juridique devant la Cour supérieure pour obtenir le droit de se marier. « L'union civile résoudra seulement une partie des discriminations », souligne Mme Demczuk.

Michael Hendricks estime pour sa part que le gouvernement créera « une nouvelle catégorie pour les homosexuels avec l'union civile ». « Le ministre parle d'équivalence, mais nous aurons un statut à part et non pas l'égalité, dit-il. Le mariage reste encore discriminatoire au Québec », souligne-t-il, en se réjouissant toutefois de cette « victoire ».

Le couple poursuit donc sa démarche juridique pour faire reconnaître que l'exclusion des gays et lesbiennes du mariage contrevient à la charte des droits et libertés de la personne. Ils espèrent ainsi forcer le gouvernement fédéral, qui a compétence en la matière, à reconnaître le mariage entre des conjoints de même sexe. Le couple conteste aussi l'article 365 du Code civil du Québec qui n'accorde le mariage qu'aux personnes de sexe opposé.

Forum

Gouvernements et propagande

Ottawa se classe loin derrière le Québec et les municipalités en tant que relayeur d'information gouvernementale



ROBERT BERNIER

L'auteur est professeur titulaire de marketing et de management à l'École nationale d'administration publique. Au milieu des années 70, il a œuvré au cabinet du ministre Guy Saint-Pierre. Voici des extraits de la conclusion de son livre, *Un siècle de propagande*, publié aux Presses de l'Université du Québec, qui sera lancé mardi.

Pour le gouvernement du Québec, les communications ont très tôt occupé une place importante dans la relation État-citoyen.

LE PARTI QUÉBÉCOIS est porté au pouvoir le 15 novembre 1976. Le ministre des Communications affirme en avril 1977 lors de l'étude des crédits : « Il doit y avoir une plus grande cohérence de l'image gouvernementale dans les communications. » La réforme de l'information gouvernementale est annoncée le 12 juillet 1978 et comporte la création du poste de sous-ministre adjoint à l'information gouvernementale occupé par Jean Laurin, la mise sur pied du Conseil des directeurs des communications et l'application de l'avis préalable dans l'octroi des contrats de publicité. Jean Laurin, l'homme fort des hebdomas A1, est recruté par le premier ministre Lévesque en février 1978 (...).

Le premier ministre, insatisfait des résultats produits par la réforme de 1978, annonce, le 20 octobre 1981, la création du Comité ministériel permanent sur les communications (CMPC) qui confirme la deuxième phase d'une centralisation plus poussée de l'information gouvernementale, et ce, au profit de l'exécutif.

Cette deuxième phase se caractérise par une coordination accrue de l'information et de la publicité gouvernementale entre 1983 et 1985, sous la direction du sous-ministre adjoint à l'information gouvernementale d'alors, Jean-Claude Picard, qui siège au CMPC. Laurin, son prédécesseur, admettra qu'on ne peut faire de distinction entre l'information politique et l'information administrative, car tout est politique, même l'information administrative. Pendant ce temps, Communication-Québec accroît sa présence sur le terrain dans les régions, le Conseil des directeurs des communications perd de son influence après avoir obtenu la tête de Laurin et le gouvernement s'engage dans un ambitieux programme d'intensification de la relance économique, le programme « Action gouvernementale d'intensification de la relance (AGIR) », suivi d'imposantes campagnes d'information et de publicité. L'axe de communication de ces campagnes est fondé sur les réalisations du gouvernement, des individus et des entreprises dans l'économie québécoise.

La promotion des programmes « Rattrapage scolaire », « Travaux communautaires » et « Jeunes volontaires » s'inscrit dans une démarche de marketing social. L'opération « Option Délic », axée sur le développement des initiatives des jeunes en matière d'emploi, recevra un accueil favorable de la part des jeunes. Un guichet d'information pour les jeunes sera mis sur pied, le « guichet unique », afin de simplifier les choses et de les orienter vers un comptoir d'information pour l'emploi administré par Communication-Québec. Les clientèles visées par cette campagne sont les jeunes, les agents socio-économiques et le public (...).

Désengagement majeur

Le retour au pouvoir des libéraux et de Robert Bourassa entraîne un désengagement majeur du nouveau gouvernement en matière de marketing gouvernemental. Le ministère des Communications a réduit d'environ 50 % la publicité gouvernementale au cours de l'année 1986-1987.

Ainsi, le gouvernement libéral démantèle, à l'hiver 1986, le Comité ministériel permanent sur les communications (CMPC), abolit le poste de sous-ministre adjoint à l'information gouvernementale (SMAIG) et supprime 29 postes d'agents d'information à Communication-Québec. L'histoire se répète à 15 ans d'intervalle. Les libéraux sous Bourassa II appliquent les mêmes politiques de désengagement qu'ils avaient adoptées sous Bourassa I, de 1970 à 1976, tout en privilégiant la politique du faire-faire en recourant sporadiquement à des firmes extérieures pour promouvoir les interventions de l'exécutif gouvernemental, la réforme de la santé en 1991 avec la firme de relations publiques National est un exemple concret. Il est intéressant de constater qu'au cours de cette période dominée par le manque d'intérêt de l'exécutif gouvernemental à l'égard des communications et des communicateurs gouvernementaux, ces derniers ont pu renforcer le renseignement généraliste à Communication-Québec et dans les ministères. Nous percevons ici la présence d'une tradition administrative bien ancrée dans l'administration publique québécoise depuis 1966 à l'égard des communications gouvernementales. Le chef de cabinet du premier ministre, Mario Bertrand, le sondeur Grégoire Gollin, Marcel Côté et John Parisella seront les aides-conseils de Robert Bourassa pour les questions de communication et de marketing gouvernemental.

Retour du PQ

Le retour au pouvoir du Parti québécois le 12 septembre 1994 s'est traduit par une recrudescence des activités d'information, entre autres avec les commissions régionales

sur l'avenir du Québec. Ce comportement confirme en partie l'hypothèse voulant que, dans un parti programmatique comme le PQ, le marketing de l'exécutif ainsi que celui des services gouvernementaux sont intégrés à l'appareil politico-administratif dans l'option de promouvoir à long terme une idéologie, tandis que, dans un parti avec des traits opportunistes apparents, comme le PLQ, la priorité va à la propagande politique de nature électorale. De plus, nous avons partiellement confirmé une autre hypothèse liée au fait que, pour un parti programmatique, l'emploi de l'appareil bureaucratique et la nomination de fonctionnaires partisans dans les postes clés de l'information gouvernementale constituent l'essentiel des moyens de politisation visant à arrimer le marketing de l'exécutif à celui des services gouvernementaux.

La fonction publique s'adapte rapidement par l'intermédiaire du Forum des directeurs des communications du gouvernement du Québec qui dépose, en février 1996, le document intitulé *Éléments d'une stratégie gouvernementale de communication*, dans lequel on rapporte les perceptions qu'a la population de l'État, notamment le manque d'accessibilité aux services dans un contexte de restrictions budgétaires et la nécessité pour l'État de développer son rôle d'accompagnateur auprès de la population. Après avoir identifié les clientèles cibles — les groupes de femmes, les jeunes, les communautés culturelles, les groupes communautaires et les aînés —, les auteurs du rapport identifient cinq dossiers prioritaires : les finances, l'éducation, l'emploi, la santé, Montréal moteur économique et les services publics. Les communicateurs gouvernementaux réclament une plus grande cohérence des communications gouvernementales à partir des priorités du gouvernement. (...)

Une approche différente

Les communications gouvernementales du Canada se sont développées différemment au cours des vingt-cinq dernières années. Ce sont des appareils adhocratiques sous la responsabilité du Bureau du Conseil privé qui ont été appelés à coordonner l'information et la publicité gouvernementales fédérales en période de crise appréhendée, c'est-à-dire les référendums de 1980 et 1995 et les élections fédérales de 1988 sur le libre-échange. Le calme revenu, les ministères et agences fédérales retrouvent leur autonomie complète et la gestion de leur publicité par programmes sans coordination avec ce qui se fait dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

Lors du référendum de 1980, Paul Tellier est le sous-secrétaire du Cabinet responsable du Centre d'information sur l'unité canadienne (CIUC), l'adhocratie responsable de gérer l'intervention fédérale sur le terrain au Québec. La haute fonction publique fédérale a justifié ainsi la nécessité du CIUC : « *The main reason for his belief that a central agency is necessary, is that there is an urgent need for the coordination of the various government information services* » (Rowat, 1980). Nous voyons ici la



En 1977, peu après son arrivée au pouvoir, le Parti québécois conçoit cette publicité que personne n'a oubliée.

réponse à une urgence plutôt que la volonté de bâtir une organisation dans le cadre d'une stratégie prédéterminée. Au cours de la campagne référendaire, le gouvernement Trudeau utilise davantage la presse écrite et électronique pour diffuser son message, et les expositions régionales itinérantes.

Le gouvernement du Canada, entre 1981 et 1984, s'est adapté à l'émergence de crises à faible intensité sur le terrain (le rapatriement de la Constitution en 1981, la guerre des drapeaux en 1981-1982) sans altérer la façon de faire des ministères et agences qui, eux, sont régis par des ententes de programme qui rendent difficile la réorientation des campagnes publicitaires déterminées selon les priorités des ministères. Les rapports politico-administratifs qui prévalent entre le gouvernement de Trudeau et ses fonctionnaires sont empreints de cohésion, les libéraux ayant contribué à bâtir cette administration publique après avoir été au pouvoir près d'un siècle. La volonté de centraliser et de coordonner l'information et la publicité gouvernementales dans la gouvernance quotidienne est peu présente chez les libéraux fédéraux de Trudeau et dans l'administration publique de l'époque.

Entre l'automne 1984 et l'automne 1993, les conservateurs sont au pouvoir ; leur gestion de l'appareil gouvernemental se démarquera de celle de leurs prédécesseurs. Les conservateurs ont toujours eu une inclination pour la politique du « faire faire », le culte de l'entreprise privée et une grande confiance dans les forces du marché. Ils ont été très performants dans le développement de campagnes d'information et de publicité efficaces auprès de l'électorat canadien, plus

particulièrement de 1986 à 1988, la période de promotion de l'entente sur le libre-échange qui fut facile à vendre au Québec, mais difficile dans le reste du Canada en raison des craintes qu'elle suscitait au chapitre des pertes d'emplois. (...)

(De son côté), le gouvernement libéral de Jean Chrétien démontre peu d'intérêt pour l'information et la publicité gouvernementales au cours de sa première année et demie de mandat. Un référendum appréhendé va contraindre Ottawa à désigner un sous-secrétaire des communications au Bureau du Conseil privé, Howard Ballock, qui aura la responsabilité de gérer l'adhocratie mise sur pied au Conseil privé pour le référendum de l'automne 1995. Ottawa s'engage prudemment dans le débat référendaire, reconnaissant que la responsabilité politique dans ce référendum reposait sur les élus québécois, donc sur la primauté du Parti libéral du Québec comme leader de l'organisation parapluie mise sur pied pour gagner la bataille référendaire. L'intervention d'Ottawa en matière d'information et de publicité gouvernementales durant cette période a été timide et ne reflétait pas le désir exprimé dans les sondages par le citoyen québécois et canadien d'être informé sur les avantages du Canada.

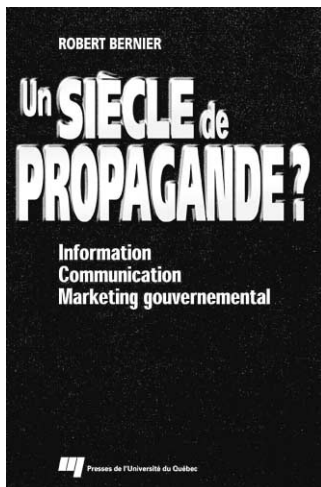
Les résultats dramatiques de ce référendum vont confirmer la nécessité de mettre sur pied à l'automne 1996 une autre adhocratie, le Bureau d'information du Canada, afin de mieux informer les Canadiens sur les services gouvernementaux fédéraux disponibles. (...)

Aversion d'Ottawa

Le gouvernement du Canada, au cours de son histoire, si l'on exclut les guerres et les crises nationales, a toujours eu une aversion à l'égard de la création d'appareils de communication visant à diffuser de l'information et de la publicité sur ses activités. Il n'est donc pas étonnant, dans ce contexte, que le palier de gouvernement fédéral se classe loin derrière le Québec et les municipalités en tant que relayeur d'information gouvernementale dans les régions du Québec.

La performance des communications du gouvernement canadien au cours de la Deuxième Guerre mondiale et pendant le référendum de 1980 a été sans précédent dans l'histoire du pays. Toutefois, ce sont des organisations adhocratiques (ad hoc) qui ont mené à bien ces missions dans une conjoncture émergente. Une fois les hostilités ou la crise passées, ces adhocraties étaient dissoutes et leur histoire, oubliée.

Dans le cas du gouvernement québécois, la situation a été différente. Dans un contexte sociodémographique conditionné par la géographie de la langue et une culture latine longtemps dominée par le clergé et les élites, et où, de surcroît, les industries primaire et agricole dominaient, sur un continent nord-américain principalement anglophone, les communications de l'État ont très tôt occupé une place importante dans la relation État-citoyen et pris leur véritable essor à la faveur de la Révolution tranquille. C'est dans le cadre d'une approche gradualiste de nature adaptative que les communications externes de l'État québécois se sont développées, acquérant une permanence et une cohérence que l'on n'a pas retrouvées dans le reste du Canada en temps de paix.



En 1981 à Montréal : deux messages, l'un provenant de Québec et l'autre d'Ottawa, se confrontent et se côtoient.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Une évidence appelée Montfort



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Comme l'avait fait un tribunal de première instance, la Cour d'appel de l'Ontario vient de reconnaître une évidence qui continue d'échapper au gouvernement de Mike Harris.

« Si elles étaient mises à exécution, les directives (du gouvernement provincial) porteraient grandement atteinte au rôle de l'hôpital Montfort en tant qu'importante institution, vitale pour la minorité francophone de l'Ontario sur les plans linguistique, culturel et éducatif. Une telle atteinte serait contraire au principe constitutionnel fondamental de respect et de protection des minorités », écrit la Cour d'appel dans un jugement rendu vendredi.

Il y a quatre ans, la Commission de restructuration des services de santé, une créature du ministère ontarien de la Santé, avait proposé la fermeture de plusieurs hôpitaux, dont Montfort, seul hôpital entièrement francophone de la province. Devant la levée de boucliers qu'avait suscitée cette décision, la Commission avait revu ses plans, et proposé plutôt un Montfort ratatiné.

Pour la communauté franco-ontarienne, déjà ravagée par l'assimilation, la castration de cette institution originale représenterait un coup terrible. Les Franco-Ontariens, Mme Gisèle Lalonde en tête, se sont donc battus avec l'énergie du... Non, pas l'énergie du désespoir; l'énergie que procure un amour profondément enraciné pour sa langue et sa culture.

Le gouvernement provincial aurait dû comprendre que Montfort était un cas particulier, et l'exclure, du moins pour l'essentiel, de la réorganisation. Il a plutôt cherché à convaincre les francophones qu'au sein d'établissements bilingues, ils continueraient d'être soignés (et les jeunes médecins d'être formés) en français. Les Franco-Ontariens ont assez souffert pour savoir que ça ne serait pas le cas. La Cour d'appel l'a compris, elle aussi: « Les bonnes intentions ne sauraient remplacer les faits. »

Exclure Montfort du plan de réorganisation aurait exigé un grand courage politique. Or, lorsqu'il s'agit du Canada, M. Har-

ris a toujours été pleutre.

Résultat : cette cause, pour les Franco-Ontariens comme pour bien des Québécois, a pris valeur de test pour le projet canadien. Pour cette raison, notamment, il ne faut pas que le gouvernement de l'Ontario porte le jugement de vendredi en appel. Montfort doit être sauvé, maintenant.

■ ■ ■

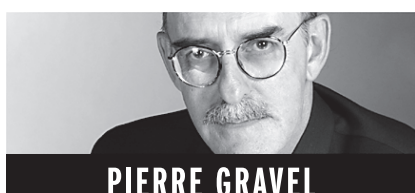
Cela dit, si Queen's Park se range enfin du côté du bon sens, il restera une importante ambiguïté quant à la portée de la protection des minorités linguistiques offerte par la Constitution canadienne. Cette ambiguïté provient du fait que l'interprétation de la Cour d'appel de l'Ontario dans le dossier Montfort semble contredire celle de la Cour d'appel du Québec dans le dossier des fusions municipales. Cette dernière décision que la Cour suprême vient d'approuver, implicitement, en refusant d'entendre l'appel des villes qui s'opposaient aux fusions.

Pour la Cour d'appel de l'Ontario, la protection des minorités linguistiques ne se limite pas aux droits spécifiques inscrits dans la Constitution. Elle transcende le texte de la Constitution, et les cours doivent en tenir compte lorsqu'elles statuent sur la légalité d'une mesure gouvernementale. Dans le cas de l'hôpital Montfort, même si la Constitution ne protège pas explicitement le droit de la minorité francophone à un établissement de santé fonctionnant en français, le gouvernement de l'Ontario a le devoir de respecter les droits des francophones lorsqu'il réorganise son réseau hospitalier.

La Cour d'appel du Québec semble adopter une vision beaucoup plus restrictive du principe constitutionnel en cause: « En concluant que les droits linguistiques doivent être interprétés de façon généreuse et compatible avec leur objet, la Cour suprême n'a pas pour autant mis à l'écart le principe qu'il n'appartenait pas aux tribunaux d'ajouter au compromis politique sur les droits linguistiques. »

Certes, les tribunaux concernés ont pris la peine de souligner que les deux causes — celle de Montfort et celle des fusions — étaient fort différentes l'une de l'autre. Néanmoins il faudra, un jour ou l'autre, que la Cour suprême tranche entre deux interprétations de ce qui, selon ce qu'elle a elle-même affirmé, constitue un des fondements de l'ordre constitutionnel canadien.

Une mécanique inutile



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Les péquistes de Montréal qui la réclamaient depuis longtemps devront en faire leur deuil : la carte d'électeur est une mécanique inutile et coûteuse qui n'est pas près de faire son apparition au Québec.

Il n'y a rien, à vrai dire, de surprenant dans cette conclusion du Directeur général des élections, Marcel Blanchet, au terme d'une étude exhaustive de ce dossier. Rien, sauf peut-être l'ampleur de ce travail qui, pendant près d'un an, aura permis d'examiner la question sous tous ses angles et de scruter attentivement ce qui se fait déjà ailleurs. Et, finalement, confirmer la position maintes fois prisée par ses prédécesseurs sur cette soi-disant formule miracle qui n'a cessé de reformuler depuis une bonne dizaine d'années. Surtout au lendemain du référendum de 1995 dont, selon ses promoteurs, les résultats auraient été différents si on avait pu mieux vérifier l'identité des électeurs. Ou encore après la confirmation d'une vaste fraude électorale ayant favorisé les libéraux dans Anjou en 1998 et entraîné, depuis, la démission du vainqueur d'alors, Jean-Sébastien Lamoureux.

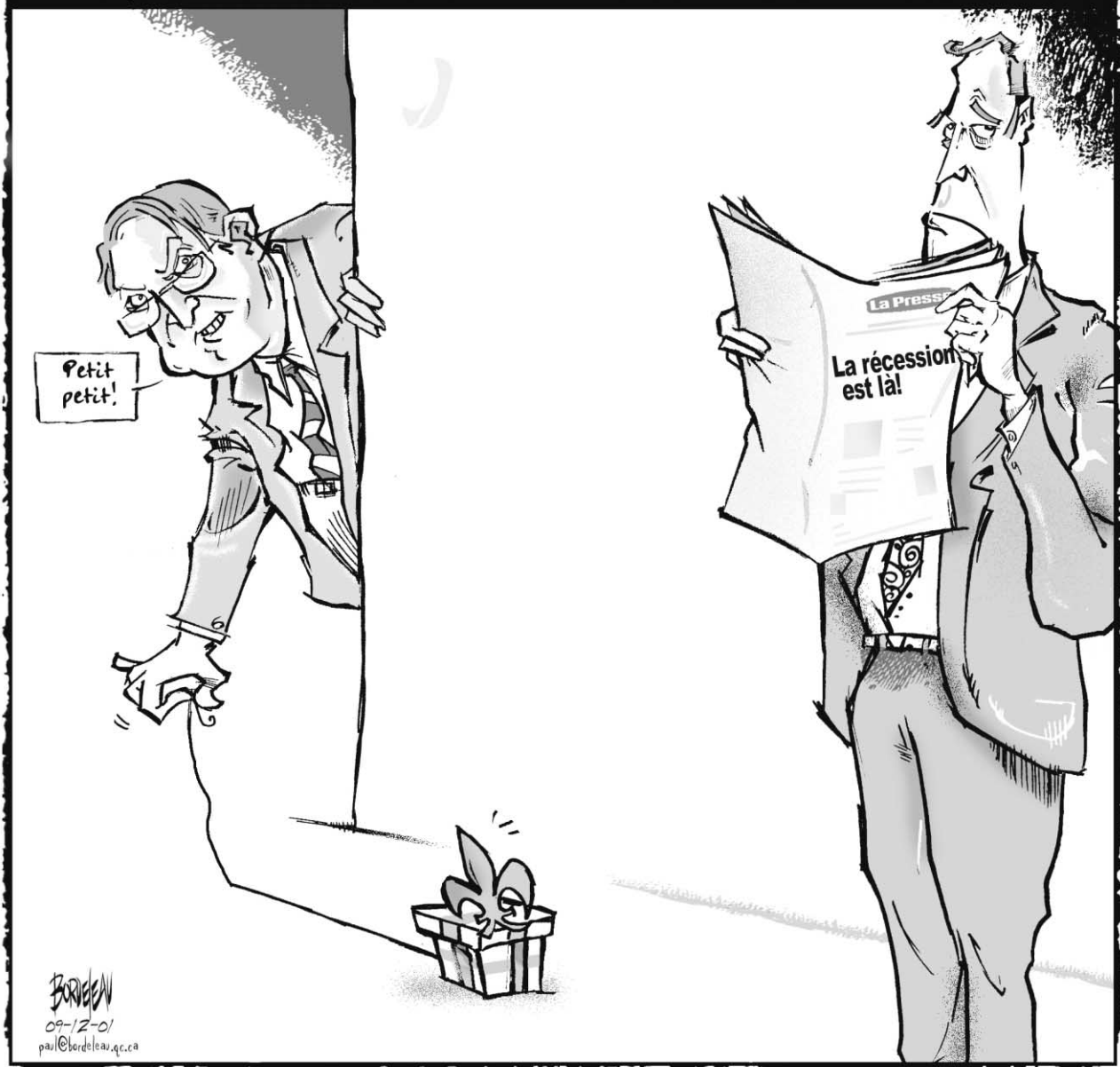
L'inutilité d'une telle carte, indique le rapport du DGE, tient beaucoup au fait que la loi actuelle stipule clairement que c'est essentiellement l'inscription de son nom sur la liste électorale qui confirme le droit de vote d'un citoyen.

Et que la présentation de toute pièce d'identité, même si elle est émise uniquement en vue d'un scrutin, ne saurait donner la possibilité de voter et ne pourrait servir qu'à des fins d'identification. Or, comme la loi l'exige depuis 1999, tout électeur est maintenant tenu de présenter un document officiel comportant sa photo, on ne voit pas ce qu'une nouvelle carte apporterait comme outil de vérification.

Par ailleurs, compte tenu des coûts de production d'une telle carte numérisée pour tous les électeurs et de celui des installations techniques qui seraient nécessaires pour son utilisation lors d'un scrutin, il est clair, pour le DGE, que ce projet ne comporterait aucun « avantage significatif par rapport à la situation actuelle ». Surtout qu'un examen attentif de ce qui se fait ailleurs a montré que ce procédé constitue un cas d'exception justifié par un contexte qui « ne peut, d'aucune façon, se comparer à celui qui prévaut au Québec ».

On est en droit, bien sûr, de s'interroger sur le coût d'une semblable étude pour en arriver à répéter ce qu'on dit depuis déjà longtemps. Sauf que, compte tenu du caractère essentiel d'un processus électoral crédible dans toute société démocratique, ce n'était pas payer trop cher pour aller au fond des choses. Et dissiper un mythe tenace qui avait déjà suscité l'enthousiasme de plusieurs dirigeants politiques qui en étaient presque venus à en faire un cheval de bataille. On n'a qu'à penser au ministre Guy Chevrette, responsable de la Loi électorale, qui avait pratiquement promis son adoption dans un avenir prochain. Et qui aura fait preuve, comme le dit l'adage, d'assez d'intelligence pour changer d'idée.

LE PQ TENTE DE RAMENER LA SOUVERAINETÉ SUR LE TERRAIN



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Le PQ à l'assaut des droits des anglophones

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays. La traduction est de La Presse.



The Gazette, 4 décembre

LES EFFORTS, continus et exécutés de mauvaise foi par le gouvernement du Parti québécois pour vider de leur substance les droits des anglophones à des soins de santé en anglais ont atteint un tel point que la seule option réaliste consiste à réclamer la protection de la cour en intentant une poursuite. Les anglophones doivent se rendre à l'évidence que le gouvernement est déterminé à accomplir en catimini ce qu'il n'a pas le courage de faire ouvertement: attaquer sans relâche les garanties législatives assurant les soins de santé en anglais.

La démission, cette semaine, de tous les 11 membres du comité consultatif de langue anglaise, le Provincial Committee on the Dispensing of Health and Social Services in the English Language,

doit secouer la communauté anglophone du Québec. Les membres de ce comité en sont venus à la conclusion qu'une démission massive était le meilleur moyen de faire comprendre la gravité de la situation à leurs concitoyens de langue anglaise.

« Le gouvernement n'amendera pas les garanties législatives », explique Jim Carter, l'un des 11 membres démissionnaires du comité, dont il était le secrétaire. « C'est une question trop embarrassante », dit-il. Son approche consistera plutôt, ajoute-t-il, à restreindre au maximum la définition du droit aux services.

Par exemple, en vertu du programme actuel d'accès aux services, un Québécois anglophone vivant à Gaspé a le droit d'obtenir des soins médicaux en anglais dans certains établissements choisis. Cependant, selon la définition beaucoup plus restrictive du « droit » qu'envisage le gouvernement, au dire du comité, ce résident anglophone de Gaspé pourrait être contraint de se rendre à Montréal pour recevoir des services en anglais.

Le comité s'attend à ce que le gouvernement lance une guerre de statistiques pour arriver à ses fins.

Les grands traits de la stratégie apparaissent déjà dans un mémoire présenté à la Commission Larose sur la langue. Dans ce mémoire, Micheline Dubé, qui a coordonné les services en langue anglaise du ministère de la Santé de 1997 à septembre de l'année dernière, fait une mise en garde contre « l'actuelle et implacable logique de la bilinguisation du réseau de la santé et des services sociaux. » Elle soumet pour preuve des statistiques qui prétendent démontrer que si, en 1989, 25 % des établissements du réseau de la santé et des services sociaux devaient, en vertu des dispositions de la loi, fournir un certain niveau de services en anglais, en 1999, cette proportion avait grimpé à 45 %.

Elle choisit cependant d'ignorer le fait suivant: le nombre d'établissements dans le réseau est passé de 950 à 500 à l'occasion de deux grandes réformes des soins de santé. Elle oublie aussi que la loi prévoit que lorsqu'un établissement est fondu dans un autre, les dispositions touchant les services en anglais doivent suivre. Alors, il n'y a pas eu d'augmentation. Mais le rapport de la Commission Larose n'a rien fait pour dissiper cette fausseté. (...)

Madame dépasse les bornes



National Post, 5 décembre

À LA DIFFÉRENCE de ses prédécesseurs immédiats, Adrienne Clarkson a connu diverses carrières hors du secteur politique avant de devenir gouverneure générale. En bien des manières, ce fut un changement bienvenu que de choisir une journaliste bien connue et une protectrice des arts à titre de représentante de la reine au Canada. Mme Clarkson est bien plus qu'un personnage qui se contente d'apposer sa signature sur des lois et de porter des médailles; elle doit représenter la nation dans les fonctions pleines de dignité inhérentes à son poste et agir à titre d'arbitre lors de crises constitutionnelles. Mais comme l'avait fait observer ce journal en 1999, il incombe à Mme Clarkson d'éviter les controverses avec lesquelles elle était familière dans ses carrières précédentes. Il s'avère que c'est une tâche difficile.

À la fois par les événements qu'ils choisissent de commenter et par les discours qu'ils prononcent, Mme Clarkson et son mari, John Ralston Saul, continuent de faire valoir avec insistance leurs opinions sur le nationalisme culturel et leur sympathie pour une foule d'autres causes discutables. Mme Clarkson, par exemple, a déjà vanté Louis Riel comme un partisan avant l'heure du multiculturalisme.

Le mois dernier, en s'adressant



Photo MARTIN CHAMBERLAND, LA Presse ©

Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada

à des journalistes, la gouverneure générale a fait un pas de plus vers le précipice de l'opinion politique mesquine. Ainsi, elle a qualifié le renversement du gouvernement Allende au Chili, en 1973, de « plaie classique » infligée à la liberté, tout en laissant sous-entendre que les attaques du 11 septembre contre le World Trade Center ne constituaient certainement pas un événement ayant changé le monde. « Il est très facile pour les gens de dire aujourd'hui que le monde entier a changé et que les choses sont <<différentes>> (dans la foulée du 11 septembre), a-t-elle dit. Pourtant, je n'ai pas l'impression que c'est le cas. »

Son opinion selon laquelle un coup d'État dans un pays mineur de l'Amérique du Sud puisse revêtir une importance plus grande qu'un acte de guerre contre la

seule superpuissance au monde donne à penser que Mme Clarkson, en plus de ne pas comprendre ce qui est historique, ne saisit pas les limites de sa fonction.

La plupart des Canadiens et le gouvernement fédéral ne partagent pas l'avis de la gouverneure générale sur les événements du 11 septembre. (...) Personne ne peut s'attendre à ce que Mme Clarkson ou M. Saul renonce à avoir des opinions personnelles. Pour commencer, c'est en raison de leurs opinions qu'ils sont devenus des personnalités publiques. Mais occuper le poste de gouverneur général est bien différent que celui d'animer sa propre émission de télé. Mme Clarkson est là pour représenter la reine et, indirectement, tous les gens de ce pays. Il est certaines opinions qu'elle doit garder pour elle-même.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Robert Lepage

Les critiques londoniens ont remis à Robert Lepage le prestigieux London Evening Standard Award de la meilleure pièce de l'année.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Robert Lepage, homme de théâtre, dramaturge, cinéaste, créateur multidisciplinaire, polyglotte et globe-trotteur, n'en finit pas de glaner distinctions, prix et honneurs partout sur la planète. Sa pièce *La Face cachée de la lune* avait remporté quatre trophées l'hiver dernier au Gala des masques du Québec. Il y a un mois, cette oeuvre pour un seul acteur, conçue, réalisée et jouée par Lepage, recevait le Barclays Award de la meilleure production en tournée, une distinction britannique qui lui était remise à Toronto au cours du World Leaders Festival. Les Anglais ont réitéré leurs marques d'estime au créateur québécois : la semaine dernière, Robert Lepage était à Londres pour recevoir en mains propres le très prestigieux London Evening Standard Award de la meilleure pièce de l'année. *La Face cachée de la lune* a fait un court passage dans la capitale du Royaume-Uni l'été dernier au Royal National Theatre, ce qui lui a suffi pour remporter les suffrages des plus importants critiques londoniens. Le jury du London Evening Standard Award est composé des critiques de théâtre des plus grands journaux de Londres, des connaisseurs qui signalent les oeuvres théâtrales marquantes depuis 47 ans. *La Presse* salue la très haute distinction accordée à Robert Lepage en le nommant, pour la troisième fois en deux décennies d'une carrière fulgurante, la **Personnalité de la semaine**.

À Montréal, jeudi dernier, pendant que Sophie Faucher s'appropriait à monter sur la scène du Théâtre de Quat'Sous pour la première de la pièce qu'elle a écrite, *La Pasionada*, et dont Robert Lepage a signé la mise en scène, lui était à Hambourg et jouait en personne *La Face cachée de la lune*. «Nous avons travaillé la pièce à Québec pendant des semaines, dit Sophie Faucher. Il était avec nous pour la générale, mais il lui arrive souvent de ne pas être là pour la

première. C'est un météore ! Il ignore le décalage horaire, il se repose dans les avions. Il a un rythme de vie phénoménal. C'est un cas.»

Pendant qu'à Montréal, les 15 représentations prévues de *La Pasionada* affichent complet et qu'on envisage déjà des supplémentaires, Robert Lepage se replonge, en Allemagne, dans la pièce qui lui a valu les éloges des critiques londoniens. L'auteur-acteur-metteur en scène «remplace» Yves Jacques, retenu à Montréal jusqu'au 11 décembre par un engagement avec la Compagnie Jean Duceppe. Yves Jacques défend l'oeuvre de Lepage dans une tournée internationale qui a commencé en octobre à Namur, en Belgique, et qui va se poursuivre à Porto, au Portugal, le 14 décembre. Puis il y aura des représentations en France, en janvier, à Angoulême, à Strasbourg, à Chambéry et à Toulouse, retour à Ottawa en mars, où la pièce sera présentée en français et en anglais, puis à Hanover, au New Hampshire, à La Rochelle en juin. Restent à confirmer des présentations à Wellington, en Nouvelle-Zélande, et à Bergen, en Norvège, etc.

Le tourbillon va durer une année. «En mai 2003, je reviens jouer au TNM, dit Yves Jacques, mais l'hiver prochain, nous allons être plus longtemps à Paris et à Londres. C'est extraordinaire ! Quand on a le bonheur de voyager avec Robert, en Europe, on voit à quel point il est considéré. C'est un metteur en scène génial. Il va passer à l'histoire. Nous allons tous graviter autour de lui.»

Yves Jacques connaît Robert Lepage depuis leurs débuts au Trident, à Québec. Ils ont fait ensemble la LNI, *Jésus de Montréal*, et aussi Brecht au TNM. Fidèle à ses origines, Robert Lepage a créé un centre culturel dans une ancienne caserne de pompiers de Québec et s'est entouré d'une équipe extraordinairement dévouée, solide et efficace, sous la bannière de sa compagnie Ex-Machina. Ce sens de l'organisation lui permet de sembler être partout à la fois, du Japon à



«C'est un saltimbanque du monde, un homme formidable, affirme Yves Jacques. C'est comme si on avait Molière et Shakespeare à notre époque, sur les mêmes scènes que nous.»

Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

l'Europe, en passant par la Vieille Capitale.

«C'est un saltimbanque du monde, affirme Yves Jacques, un homme formidable ! C'est comme si on avait Molière et Shakespeare à notre époque, sur les mêmes scènes que nous. Jouer *La Face cachée de la lune* sous sa direction, c'est Molière qui me demanderait de le remplacer dans *Les Fourberies de Scapin*.»

En 1995, Robert Lepage a tourné un film, *Le Confessionnal*, qui a été primé par l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision. Au

mois de janvier, Lepage redevient cinéaste et va tourner un autre film, *Tourism*, à Québec, à Montréal et à Toronto. Yves Jacques sera de la distribution. À plus long terme, Robert Lepage a encore quelques projets d'envergure. On ne peut pas en parler, chez Ex-Machina la prudence est de règle quand tout n'est pas confirmé. Mais il est fortement question d'un opéra, et qui serait, ou sera présenté à Covent Garden à Londres et aussi à New York, avant d'aller tourner partout autour du monde.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©



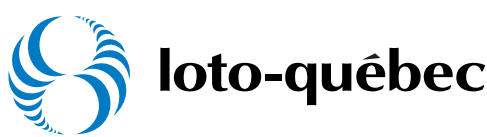
Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©



Retrouvez
La personnalité de la semaine
La Presse/
Radio-Canada
demain matin

René Homier-Roy
C'est bien meilleur le matin
du lundi au vendredi
de 5h à 9h

radio **Première** CHAÎNE
95.1 FM Montréal

Les 3 Mousquetaires
avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre
et Gaston Lepage
du lundi au vendredi
de 9h à 10h

Radio-Canada
Télévision

2978537A 3070846